

CONCOURS
VOYAGEZ ET GAGNEZ



Un autre abonné gagne
un voyage au Maroc! - A8



Les arts
Luc Picard vit
modestement
sa popularité



Francine
Raymond...
de la source
au torrent (F1)

La Tribune

+
samedi

SHERBROOKE
28 février 1998
88e ANNÉE - No 007
0,65 (WEEKEND: 1,75\$) Plus taxes

Pour tout vendre il vous faut...
Les petites annonces
La Tribune
564-0999

Le salaire des élus grimpe 3 fois plus vite que l'inflation



**François
GOUGEON**
Le traitement des
élus municipaux
des principales ag-
glomérations des-
servies par La Tribune ont
grimpe en général trois
fois plus vite que le
coût de la vie depuis 15
ans. Et cela va même
jusqu'à cinq et six fois
plus dans certains cas.

C'est ce qui se dé-
gage d'une recherche menée par le
journal dans 23 villes de son territoire
regroupant près de 300 000 citoyens: la
moyenne d'augmentation du salaire et
de l'allocation de dépenses des élus
s'établit à 148,6 pour cent depuis 1983.

Cela représente près de trois fois
l'indice du coût de la vie qui, selon les
données de Statistique Canada, a con-
nu une progression de 53 pour cent
pour la même période de 15 ans.

Les hausses les plus vertigineuses
sont survenues à Magog, Lac-Mégan-
tic, Lennoxville, Waterville, Victoriaville
et Cookshire, où l'augmentation de
traitement salarial dépasse les 200 pour
cent depuis 1983.

C'est particulièrement criant à Ma-
gog, avec une hausse de 348,9 pour
cent. Les émoluments pour la charge
de maire sont passés de 9803 \$ en 1983
à 44 007 \$ une décennie et demie plus
tard.

A l'opposée, une seule municipalité
de notre recherche affiche des hausses
de traitements moins élevées que l'aug-
mentation du coût de la vie (53 pour
cent depuis 1983). Il s'agit d'Ascot, où
le traitement du maire n'a augmenté
que de 47,4 pour cent durant les 15
dernières années. À Deauville, avec
52,7 pour cent d'augmentation, c'est
tout à fait conforme au taux d'infla-
tion.

Mises à part ces deux municipalités,
ainsi que celles de Coaticook, Danville,
Valcourt, Windsor et Sherbrooke, par-
tout ailleurs la hausse de traitement
pour le poste de maire dépasse 100
pour cent, soit le double de l'indice du

coût de la vie.
La Tribune avait effectué la même
enquête sur les salaires il y a 15 ans, ce
qui permet de dresser des comparai-
sons intéressantes (voir tableau en pa-
ge A3). Toutes les données sur les sa-
laires et les allocations de dépenses ont
été confirmées par chacun des trésor-
iers municipaux.

Pas de règle fixe
Sujet délicat sinon tabou que les
élus n'aiment guère voir discuter sur la
place publique, même s'ils sont payés
par leurs commettants, il n'en reste pas
moins que la fixation de leurs salaires
est le fruit de leur seule responsabilité.

Tout au plus, dans sa législation, le
gouvernement québécois a prévu un
seuil minimal de 2470 \$ pour le maire
et de 823 \$ pour chaque conseiller
(c'est généralement la règle du tiers
qui s'applique entre le maire et ses
conseillers). Et le maximum a été fixé à
97 453 \$ pour les maires des villes de
100 000 habitants et moins.

Entre ces deux extrêmes, les élus
disposent de toute la latitude voulue
pour fixer leur niveau de traitement,
incluant une clause d'indexation auto-
matique décrétée par le ministre des
Affaires municipales. Mais cela vient
d'être aboli, en raison d'une modifica-
tion à la loi à la fin de décembre der-
nier.

Il faut aussi noter que le traitement
des membres d'un conseil municipal
comprend le salaire comme tel et une
portion d'allocation de dépenses en
partie libre d'impôts, dont la limite a
été établie à 11 868 \$. Les montants
inscrits dans le tableau de la page A3,
qui fournit également d'autres données
de comparaison (importance de la po-
pulation, du budget, du nombre d'em-
ployés municipaux) regroupent ces
deux éléments.

Tout citoyen de toute municipalité
du Québec peut avoir accès à cette in-
formation en s'adressant au trésorier
de sa communauté.

DU RÉCONFORT EN OR!



Malgré l'épreuve qu'elle traverse, Rita Côté était radieuse, hier, lors de la visite de Maryse et Annie Perreault qui en ont profité pour lui montrer les médailles d'or et de bronze conquises par Annie à Nagano.

«Mme Côté a tellement donné de son temps»

Annie Perreault rend visite à une pionnière du patinage de vitesse au CUSE

Louis-Éric ALLARD
Sherbrooke

Trois grandes championnes se sont
rencontrées hier après-midi au pa-
villon Fleurimont du CUSE. Les
soeurs Maryse et Annie Perreault ont
rendu visite à Rita Côté, qui possède
un moral qui ferait l'envie de bien des
athlètes.

Rita Côté, qui a donné plus de 20
ans de sa vie en tant que bénévole au
Club de patinage de vitesse de Sher-
brooke, a subi une opération, jeudi.
On lui a amputé la jambe droite tout
juste en haut du genou en raison d'un
problème de circulation sanguine.
Pourtant, Mme Côté était radieuse,
hier.

«Elle est fait en acier», a lancé son
fils Joël pour bien démontrer tout le
courage qui anime cette femme.

À leur façon, Annie et Maryse Per-
reault sont venues lui dire un gros
merci en allant apporter un peu de ré-
confort à Mme Côté. Cette dernière
connaît bien les deux soeurs pour les
avoir vu patiner, alors qu'elles don-
naient leurs premiers coups de lames.

«Je suis contente d'être venue la
voir. Mme Côté a tellement donné de
son temps pour le patinage de vitesse.

Je la regarde aujourd'hui et je me dis
que c'est un modèle de courage», con-
fie Annie.

La gorge nouée

Lorsque Maryse et Annie sont en-
trées dans la chambre 6541, ils avaient
la gorge nouée par l'émotion. Mais
Mme Côté a eu tôt fait de les remon-
ter avec son moral à tout épreuve. Elle
semblait de bien belle humeur, n'hési-
tant pas d'y aller de quelques farces
pour alléger l'atmosphère.

«Elle a un moral incroyable», lance
Maryse.

Cette dernière a d'ailleurs fait la
remarque à Mme Côté. «Je n'en re-
viens pas. Je croyais que tu serais plus
magané que ça.»

Le mari de Mme Côté, Paul, regardait
la scène avec émotions et admira-
tion. «Ma femme m'impressionne»,
précise-t-il au journaliste avec une lar-
me à l'oeil.

Lorsqu'on lui témoigne notre ad-
miration devant son courage, Mme
Côté prend le tout avec philosophie.
«Ai-je le choix de prendre ça d'une au-
tre façon? De toute façon, je suis déjà
en avance sur mon temps, car j'ai com-
mencé à me lever de mon lit avant mé-
me que les infirmières me le deman-
dent», raconte-t-elle.

Chose certaine, l'attitude de Mme
Côté aide son entourage à mieux ac-
cepter l'épreuve.

Une chambre populaire

Médaillée d'or et de bronze aux
Jeux olympiques de Nagano en patina-
ge de vitesse sur courte piste, Annie
était une fille bien populaire hier au
CUSE. Il fallait voir tous ces gens
l'apostropher.

A un moment donné, une douzaine
d'infirmiers et infirmières sont entrés
dans la chambre pour aller féliciter
Annie et pour jeter un coup d'oeil sur
ses médailles. Cette scène a fait éclater
de rire Maryse, qui n'en revient pas de
la popularité de sa soeur depuis son
retour de Nagano.

Mme Côté était visiblement fier de
voir Annie et Maryse lui rendre visite.
«Ça fait plaisir de les voir. Je suis com-
blée», indique-t-elle avec quelques tré-
molos dans la voix.

Et elle était aussi fière de voir sa
Annie si radieuse. «Lorsque je l'ai
connue, elle semblait gênée. Mainte-
nant, elle parle plus. Elle est épa-
nouie», fait-elle remarquer.

Et elle sera belle Annie aujourd'hui,
alors qu'on la fêtera à l'aréna Eugène-
Lalonde à compter de 14h. Mme Côté
ne sera pas là, mais ses pensées seront
pour Annie.

Météo / A2

DOUX
5
6h27 17h32
05 mars 13 mars 21 mars 28 mars

Ne manquez
pas votre
Télé
Plus



Danville

**Le maire Auclair
démissionne (A7)**

Wotton

**Un pensionnaire
en désintoxication
se tue en chutant
d'un arbre (A5)**

Économie

**- Délai allongé
au 31 mars
pour les REER**

**- El Nino a eu
un impact
sur l'inflation**

- À LIRE EN PAGE B9

As-tu vu
le nouveau?



LE NOUVEAU
GUIDE DES RÉSEAUX
1998

Les changements sont
en vigueur à compter du
8 mars 1998
Demandez-le chez
votre concessionnaire
ou dans les autobus.



On vous mène plus loin!

564-CMTS (564-2687)

«Un bris dans 110 ans d'histoire industrielle de Sherbrooke»

Sherbrooke (DF)

Située à l'intersection des rues Rand et Courcellette, tout près de la voie ferrée et de la rivière Magog, la fermeture de l'usine Beloit Canada, alias Ingersoll Rand, Sherbrooke Machinery et Rand Drill, constitue «un bris dans 110 ans d'histoire de Sherbrooke», estime le vice-président de la société, Marc Gendreau.

L'usine et ses installations sont maintenant à vendre, mais son prix n'a pas été fixé.

«C'est un site exceptionnel, avec 340 000 pieds carrés de plancher et 25 acres de terrain presque au centre-ville», dit M. Gendreau.

Le 31 mars, il ne se passera plus rien dans cette usine de la rue Courcellette qui a déjà embauché jusqu'à 1100 personnes au début des années 1970.

Beloit Canada avait acheté cette usine d'Ingersoll Rand en 1996.

Depuis 1986, on y fabriquait des équipements de pâtes et papiers, mais cette usine avait produit plusieurs équipements industriels depuis ses débuts... et même des obus durant la seconde guerre mondiale!

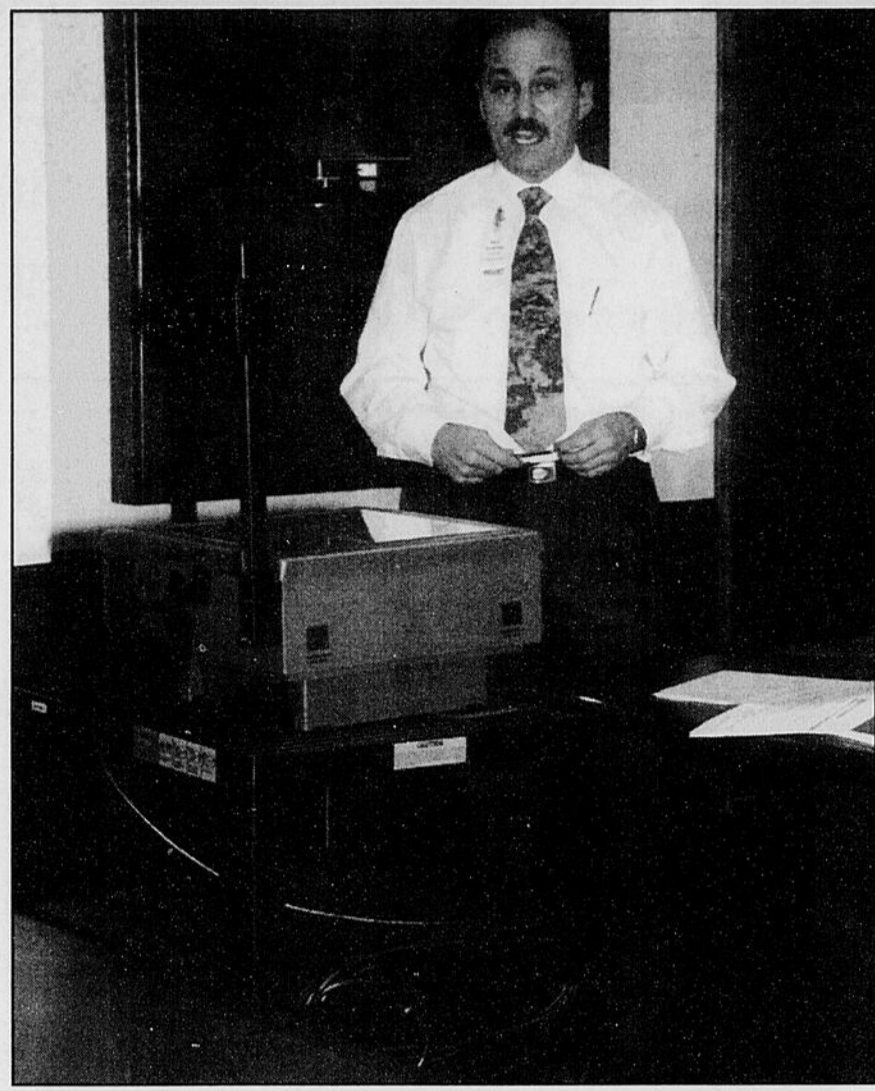
Des 265 employés qui y travaillent actuellement, plus de tiers sont âgés de 50 ans et plus; la moyenne d'âge est de 45 ans.

Beloit Canada, affirme son vice-président, «essaiera de garder autant de ces employés possible grâce à des mutations vers l'aile canadienne de Millpro et vers d'autres entités Beloit».

Quant à ceux qui devront quitter l'entreprise, «nous ne ménagerons aucun effort pour que leur départ et leur recherche d'un nouvel emploi, le cas échéant, se fassent en douceur tout en leur offrant des indemnités de départ et les services de conseillers spécialisés en orientation professionnelle ou autre».

Fermeture de l'usine Beloit

Plusieurs facteurs expliquent la décision



Vice-président de Beloit Canada, Marc Gendreau a expliqué hier pourquoi l'usine de la rue Courcellette à Sherbrooke devait fermer ses portes à la fin de mars.

Daniel FORGUES

Sherbrooke

Crise asiatique, chute de près de 50 pour cent du prix de la pâte à papier depuis deux ans, faibles perspectives de croissance dans les pâtes et papiers, surcapacité de production...

Voilà autant de facteurs qui ont contribué à prendre la décision de fermer l'usine de Beloit Canada de la rue Courcellette à Sherbrooke, dès le 31 mars, mettant ainsi au chômage pas moins de 270 travailleurs qui gagnaient entre 32 000 \$ et 45 000 \$ par année.

«Il s'agit du plus important recul de l'histoire du marché papeterie», indique le vice-président de l'entreprise, Marc Gendreau, ne laissant aucun espoir pour l'avenir de la multinationale à Sherbrooke.

Car non seulement cessera-t-on à Sherbrooke la production d'équipement pour la fabrication de pâtes chimiques à papiers, mais Beloit Canada ne voit aucune alternative pour assurer la survie de son usine sherbrookoise.

«Notre vocation est la fabrication, la recherche et le développement d'équipement pour l'industrie des pâtes et papiers et il n'y a actuellement pas d'avenir pour cette spécialité avec notre usine de Sherbrooke», explique M. Gendreau.

Bref, rien ne va plus dans l'industrie des pâtes et papiers et Beloit Canada en est victime.

De façon plus précise, le vice-président Gendreau indique que les investissements dans l'industrie des pâtes et papiers sont à la baisse avec la chute des prix de la pâte à papier. «On s'attend même à ce que la reprise dans l'industrie soit plus lente que prévue», dit-il.

Et comme Beloit Canada est la seule

société spécialisée en Amérique du Nord dans les équipements pour la production de pâtes et papiers, elle écope!

La croissance dans ce domaine se situe actuellement en Asie, avec un taux annuel de 10 pour cent, comparativement à deux pour cent pour l'Amérique du Nord.

Mais ce marché est à peu près inaccessible pour Beloit Canada, alors que il devient trop onéreux pour les Asiatiques d'acheter en Amérique du Nord, favorisant ainsi les concurrents de Beloit en Finlande et en Suède.

Beloit Canada n'abandonne pas complètement le domaine: son réseau Millpro au Canada desservira la clientèle canadienne et pourrait même prendre une certaine expansion.

Le dernier contrat à l'usine de Sherbrooke date de 18 mois et l'entreprise ontarienne qui a placé la commande vient de demander à Beloit de placer ses équipements en stockage pour deux ans parce que les affaires ne vont pas bien.

La fermeture de l'usine sherbrookoise ne règle pas nécessairement tous les problèmes de Beloit Canada et de sa société-mère aux États-Unis, Harnischfeger, une multinationale qui compte pas moins de 7500 employés à travers le monde.

La société Beloit, d'expliquer son vice-président, «a décidé d'entreprendre une restructuration radicale qui se traduira par la fermeture de certaines de ses installations et une réduction importante de l'envergure de certaines autres».

Mais, tout comme on l'a fait à Sherbrooke, les premiers intéressés, c'est à dire les employés, seront les premiers avisés et il ne saurait être question d'annonces de fermetures et de coupures sans que les employés en soient informés d'abord.

Une mine d'or!

Michel MORIN

Sherbrooke

Il y a des pièces d'usinage qu'on peut fabriquer là et qu'on ne peut pas fabriquer ailleurs. À mon avis, il y a là une PME de 150 à 200 employés.

Pas complètement remis de sa déception en regard de la fermeture de l'usine Beloit Canada, Pierre Dagenais, commissaire industriel à la Société

d'adaptation de la main-d'oeuvre (CAMO).

Devant faire l'objet d'une demande conjointe (syndicale-patronale), les démarches visant à la création d'un CAMO doivent être entreprises auprès de Ressources Humaines Canada et d'Emploi Québec. Grâce à de l'aide financière émanant des deux gouvernements, il pourrait être possible de sauver une partie des meubles, croit Pierre Dagenais.

«La question à se poser est simple: qu'est-ce qu'on peut faire avec cette immense machine-shop? Il y a des équipements de pointe et des travailleurs spécialisés. À mon avis, il est possible de mettre sur pied une PME de 150 à 200 employés, réitère Pierre Dagenais. Il y a là une petite mine d'or.»

M. Dagenais croit que si les deux parties s'entendent, Sherbrooke pourrait abriter l'un des plus importants ateliers d'usinage en région. Un atelier qui pourrait multiplier les contrats, grâce aux sous-contrats que des géants comme Magnola et Kruger (avec son projet de papier couché) pourraient offrir.

«Je ne dis pas qu'on pourrait redonner du travail aux 270 travailleurs. Mais j'aime bien mieux tenter de reclasser une cinquantaine d'employés que d'en reclasser 270. Je suis certain qu'on peut faire là ce qu'on ne peut pas faire ailleurs.»

La dernière perte dans l'industrie lourde?

Sherbrooke (MM)

La disparition de l'usine Beloit Canada est probablement l'une des dernières fermetures à s'effectuer dans le cadre du cycle de rationalisation de l'industrie lourde sherbrookoise.

Et sans rien enlever au caractère dramatique de cette fermeture, le commissaire industriel Guy Dionne, de la Société de développement économique de la région sherbrookoise (SDERS), croit que l'économie sherbrookoise parviendra à effacer des statistiques la perte de ces 270 emplois.

«Mettons une chose au clair, dira d'entrée de jeu M. Dionne, rencontré hier. Pour chacun des employés, il s'agit d'une tragédie personnelle. Beloit Canada, à l'instar de quelques autres usines à Sherbrooke, fait partie des entreprises dont on pourrait dire qu'elles datent du début du siècle. Des entreprises qui se sont installées à Sherbrooke près des rivières et des chemins de fer. Mais les industries lourdes, presque partout en Amérique du Nord, sont en rationalisation. Et dans cette mesure, on voit comment il est inquiétant d'avoir des filiales qui possèdent leur siège social à l'extérieur. Parce que quand vient le temps de rationaliser, les dirigeants fermeront une filiale plutôt que de fermer l'usine qui est située près du siège social. C'est ce que nous vivons à Sherbrooke avec Beloit.»

Mais cela étant dit, Guy Dionne fait remarquer que l'économie sherbrookoise, davantage marquée par les petites et moyennes entreprises, parviendra à combler ces pertes d'emploi. «Depuis quatre ou cinq ans, Sherbrooke est en progression industrielle. Et en général, l'histoire récente démontre que les grosses industries qui fer-

ment sont remplacées par plusieurs PME. C'est ce qui s'est produit dans le cas des fermetures de Andritz (ancien-nement S.W. Hooper) et de ABB. On a vu des PME prendre la relève, décrocher des contrats qu'obtenaient auparavant ces grosses industries et créer des emplois. Tout porte à croire que le même phénomène va se produire dans la foulée de la fermeture de Beloit Canada.»

Croissance soutenue

Cet optimiste affiché par le commissaire industriel repose sur des faits tangibles observés depuis quelques années. Encore cette semaine, une entreprise comme C-MAC annonçait d'importants investissements qui devraient engendrer entre 200 et 400 nouveaux emplois. L'automne dernier, Tamis CAE, annonçait qu'elle allait regrouper ses activités nord-américaines à Lennoxville, faisant miroiter la création d'emploi. Puis des PME, de façon plus discrète, maintiennent le rythme en ce qui a trait à la création d'emploi.

«C'est certain que l'annonce d'une fermeture comme celle de Beloit Canada frappe davantage l'imaginaire collectif. Mais il ne faut pas oublier que beaucoup de petites initiatives sont faites ici et là, des initiatives qui créent aussi des emplois. L'impact de chacune de ces initiatives est peut-être moins grand mais en bout de ligne, il n'en demeure pas moins qu'il se crée des emplois à Sherbrooke, rappelle Guy Dionne. C'est une réalité quotidienne.»

Et s'il ne peut promettre la lune aux travailleurs qui viennent de perdre leur emploi, le commissaire industriel à la SDERS cite le cas de la construction de l'usine Magnola, à Asbestos, qui aura des répercussions énormes sur la santé de l'emploi à Sherbrooke et dans toute la région.

Dans cette veine, un comité de maximisation des retombées de Magnola vient d'être mis sur pied afin que cet investissement majeur se répercute positivement sur la création d'emploi.

«Il y a tout lieu d'être optimiste pour ces travailleurs. Parce que, actuellement, bien des entreprises manquent de main-d'oeuvre spécialisée. Souvent, les entrepreneurs recherchent des travailleurs expérimentés et il y a possiblement de l'espoir pour les employés de Beloit Canada.»

loto-québec

Le Mini Tirage du 98-02-27

NUMÉROS	LOTS
729674	50 000 \$
29674	5 000 \$
9674	250 \$
674	25 \$
74	5 \$
72967	1 000 \$
7296	100 \$
729	10 \$

Extra Tirage du 98-02-27

3	7	9	14	16
17	34	36	37	38
41	48	54	55	56
57	58	60	65	69

NUMÉRO 486521

Super 7 Tirage du 98-02-27

3	4
411	7983

Numéro complémentaire 23

TVA, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

MÉTÉO La Tribune

Spécial février À l'achat d'une lunette complète verres et monture **50\$ de rabais**

serge boucher opticien

242, King O. (R19) 563-8822

AUJOUR'HUI	CETTE NUIT	DEMAIN	LUNDI	MARDI
5 PRÉC. 30	-1 PRÉC. 30	4 PRÉC. 40	4 PRÉC. 40	1 PRÉC. 80

QUÉBEC

Chicoutimi	Plu	3/2	Québec	Nua	4/0
Gaspé	Plu	5/1	Rimouski	Plu	4/0
Iles-de-la-Mad.	Plu	4/0	St-Georges	Nua	4/0
La Grande	Nua	-1/5	Sept-Îles	Plu	5/0
Lac St-Jean	Plu	3/2	Trois-Rivières	Nua	5/0
Montréal	Var	6/1	Val d'Or	Var	3/5

INDICE UV

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

60 30 20 15

CANADA

Charlottetown	Plu	4/-1	Régina	Nei	-9/-14
Edmonton	Var	-3/-12	St-John's	Ave	4/0
Fredericton	Plu	5/-1	Toronto	Ave	6/0
Halifax	Ave	6/0	Victoria	Nua	7/3
Ottawa	Var	5/0	Winnipeg	Nei	-2/-9

USA

Boston	Sol	7/1	New York	Nua	12/1
Bridgeport	Nua	11/0	Plattsburg	Nua	3/-3
Burlington	Nua	3/-3	Portland	Sol	7/0
Concord	Sol	7/-2	Providence	Sol	11/1
Fl Lauderdale	Ora	28/23	Puerto Plata	Sol	30/21
Honolulu	Sol	27/19	Tampa	Ora	24/18
Key West	Ora	27/20	West Palm B	Ora	27/23

LE MONDE

Athènes	Sol	15/7	Mexico City	Sol	26/10
Beijing	Sol	14/1	Moscou	Nua	3/-3
Berlin	Nua	8/5	Paris	Sol	12/6
Hong Kong	Sol	19/15	Port-au-Prince	Sol	29/21
Lisbonne	Nua	15/11	Rome	Sol	17/6
Londres	Var	8/2	Tokyo	Plu	14/7

DESTINATIONS SOLEIL

Acapulco	Sol	30/20	La Havane	Sol	28/23
Bermudes	Sol	20/16	Martinique	Sol	30/23
Cancun	Sol	32/24	Myrtle Beach	Ora	19/13
Caracas	Nua	30/25	Montego Bay	Sol	31/23
Freeport	Sol	27/21	Orlando	Ora	24/18
Fl Lauderdale	Ora	28/23	Puerto Plata	Sol	30/21
Honolulu	Sol	27/19	Tampa	Ora	24/18
Key West	Ora	27/20	West Palm B	Ora	27/23

© Services Commerciaux MM 1997

GRAND CHOIX D'ESPADRILLES REEBOK

L'entrepôt de chaussures pour toute la famille

comparez! à **59⁹⁹**

ENTREPÔT CHAUSSURES P.R.I.X.

2700, rue King Ouest, Sherbrooke

La Tribune

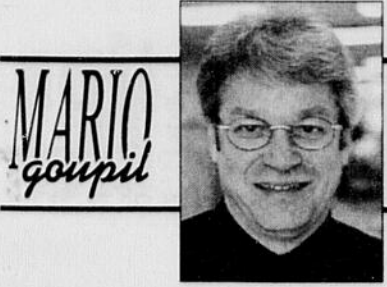
1950, rue Roy, Sherbrooke, Qué., Tél.: 564-5450, 11K 2X8

Journal quotidien publié à Sherbrooke par Les Journaux Trans-Canada (1996) Inc. (division La Tribune)

TÉLÉPHONES	LIVRAISON	ABONNEMENTS
Petites annonces: 564-0999 Publicité: 564-5450 Rédaction: 564-5454 Abonnements: 564-5466 ENVOI DE PUBLICATION: Enregistrement No 0529168	Camelots et camelots motorisés Prix de vente: 3,52 \$ T.P.S.: 25 \$ T.V.Q.: 28 \$ Coût à l'abonné: 4,05 \$	Abonnement payé à l'avance: droits deservis par camelot et camelots motorisés. Temps Prix TPS TVA Total 1 an 165,17 \$ 11,56 \$ 18,26 \$ 189,99 \$ 6 mois 88,00 \$ 6,16 \$ 7,06 \$ 101,22 \$ 3 mois 45,00 \$ 3,15 \$ 3,61 \$ 51,76 \$ 1 mois 25,00 \$ 1,75 \$ 2,01 \$ 28,76 \$

AUX ÉTATS-UNIS ET AUTRES PAYS 1 an 700,00 \$, 6 mois 410,00 \$, 3 mois 265,00 \$, 1 mois 130,40 \$

"La Tribune" est sociétaire de la Presse canadienne, de l'Association des quotidiens de langue française, membre de l'Association des quotidiens du Canada, affiliée à l'Audit Bureau de Circulation ABC et à l'Union internationale de la presse catholique. Sources d'informations: Presse canadienne, Presse associée, Reuter, Agence France-Presse. Le service de photos fac-similées de la Presse canadienne et les agences affiliées sont autorisées à reproduire les informations de La Tribune.



Le couple maudit déménage

Il y a un bail que je ne vous ai pas donné de nouvelles du couple maudit. Vous vous rappelez de ce petit couple, qui se défend bien d'en être un, et qui sème le bordel dans tous les logements où il habite?

Voilà donc qu'Annie, son copain et les enfants ont quitté vendredi dernier la maison de Martin Beaucher, située sur la 9e avenue Sud, à Sherbrooke. En fait, ils en ont été expulsés par un jugement de la Régie du logement.

Si les informations que j'ai reçues sont exactes, le couple maudit s'est trouvé un nouveau logement... sur la rue voisine: la 10e avenue Sud! Pauvre propriétaire. Il n'est pas sorti du bois...

Toute cette histoire aura fait très mal à Martin Beaucher et à sa petite famille. Et pas seulement parce que le couple maudit a quitté en laissant derrière lui pour plus de 1800 \$ de mensualités impayées. Cet argent, Martin Beaucher et son épouse Marie-Pascale ne le reverront jamais et ils le savent très bien.

Pire encore que la perte de revenus, il y a cette pression épouvantable avec laquelle les Beaucher ont dû composer pendant tous ces mois. Aujourd'hui, Martin Beaucher se demande si ce n'est pas à cause de tout ce stress que Marie-Pascale a perdu l'enfant qu'elle portait depuis six semaines, et ce le jour même où le couple maudit déménageait...

LA CHAMBRE 6630...

Carole Leclerc peut en témoigner: la chambre 6630 est sans l'ombre d'un doute la pire chambre dans laquelle un patient non-fumeur, asthmatique de surcroît, peut se retrouver au pavillon Fleurimont du CUSE.

C'est la chambre dans laquelle Mme Leclerc a été hospitalisée dernièrement. Comme celle-ci n'était pas encore prête à son arrivée, on lui a demandé d'aller attendre au petit salon juste à côté. Grave erreur s'il en fut une. Lorsqu'elle a ouvert la porte, un nuage de fumée de cigarette est sorti de la pièce.

«Même s'il n'y a pas de cendrier dans ce petit salon, les gens fument des cigarettes. Quand vient le temps de se débarrasser de celles-ci, les fumeurs les jettent dans des verres à café», m'a expliqué Mme Leclerc, qui est asthmatique.

Le patient qui quittait la chambre 6630 ce jour-là, et qui avait dû être opéré pour un cancer du pharynx, a avisé Mme Leclerc qu'elle pouvait s'attendre à sentir la fumée de cigarette pendant tout son séjour au CUSE Fleurimont, puisque la chambre 6630 absorbe la fumée du salon voisin.

C'est effectivement ce qui s'est produit. Carole Leclerc a eu beau se plaindre au personnel infirmier, on lui a répondu qu'on ne pouvait rien faire contre ces personnes qui ne respectent pas l'interdiction de fumer à l'hôpital. «Quant au garde de sécurité à qui j'ai demandé d'intervenir, il m'a dit que ce n'était pas son problème...», soutient Mme Leclerc.

Il n'y a donc pas qu'à la cafétéria que les fumeurs font à leur guise au CUSE de Fleurimont. C'est aussi le cas au petit salon du département de neurologie.

DANS LE COURRIER

Mme Bélanger est en fureur contre une fleuriste de la rue Wellington et pour cause. La veille de la Saint-Valentin, elle accompagne chez cette fleuriste son jeune fils de 16 ans qui souhaite surprendre sa blonde en lui achetant et en lui faisant livrer des fleurs à l'occasion de la fête des amoureux.

Or, la surprise a été gâchée quand la fleuriste a téléphoné à la jeune fille le matin de la Saint-Valentin pour lui demander si elle allait être à la maison, puisqu'on avait quelque chose à lui livrer. Imaginez la déception du jeune homme... qui se trouvait chez sa blonde quand la fleuriste a téléphoné.

AU TÉLÉPHONE

Un lecteur m'a rabroué hier matin pour avoir dénoncé l'initiative d'un entraîneur de hockey qui a payé une caisse de bières à ses joueurs d'âge midget après une victoire. «À ces âges-là, les jeunes vont déjà en ville pour boire de la bière. C'est normal. Pourquoi faire un plat avec ça?», m'a-t-il demandé.

Je n'ai pas fait un plat avec cette histoire. J'ai juste demandé si c'était vraiment nécessaire de célébrer à la bière après une grosse victoire au hockey midget. C'est tout.

Un de mes oncles m'a aussi téléphoné hier.

— Cou'donc, es-tu rendu membre d'une secte quelconque, toé?

— Pourquoi donc me demandes-tu ça monclé. À cause de cette histoire de bières chez les jeunes?

— Non. À cause de ton radotage sur les fumeurs. Est-ce que tu pourrais nous *crisser* patience une fois pour toutes? Laisse-nous donc fumer en paix...

— À part ça, ça va bien monclé?

— Pas vraiment. Je suis hospitalisé au 6e étage du CUSE de Fleurimont.

— Pauvre toi...

Les élus sherbrookois se préparent à voter sur une 7e année de gel

François GOUGEON

Sherbrooke

Les élus municipaux de Sherbrooke vont être appelés à décréter un autre gel de leurs salaires pour 1998 et 1999, fait savoir le vice-président du comité exécutif, Bernard Tanguay.

LE SALAIRE DES ÉLUS

«À notre prochaine réunion (de l'exécutif), je vais en faire la proposition et ce sera ensuite au conseil municipal à statuer», explique M. Tanguay, précisant que cela s'ajoute à six années précédentes de gel salarial!

Celui-ci a fait part de cette information alors qu'il était appelé à commenter la façon dont il voit sa rémunération par rapport aux responsabilités additionnelles confiées aux autres conseillers sherbrookois. On sait que ce représentant de l'Est est le deuxième plus haut salarié des élus sherbrookois, après le maire Perrault. À titre de vice-président de l'exécutif, il touche un traitement additionnel de 11 112 \$, in-

cluant une allocation de dépenses. Dans son cas, cela totalise 37 354 \$.

Et M. Tanguay n'hésite pas un instant à dire qu'il se sent «très confortable» avec sa rémunération, compte tenu des responsabilités que cela représente et du temps qu'il y consacre. Surtout, précise-t-il, que son traitement du côté de l'exécutif a été réduit de près de moitié en 1994.

Immédiatement derrière lui, le conseiller Jacques Jubinville a droit à un traitement additionnel de 10 489 \$ à son salaire de base de conseiller, à titre de président de la CMTS. Et pour lui aussi, c'est parfaitement justifié car la responsabilité est très accaparante.

«Le salaire d'un élu à Sherbrooke, on peut voir ça de bien des façons. Mais quand on fait notre travail adéquatement, dans l'intérêt des citoyens, alors l'argent qu'on fait économiser vaut bien des fois le salaire qui nous est versé», exprime M. Jubinville, qui estime en moyenne à une trentaine d'heures par semaine le temps consacré aux affaires publiques de la Ville et de la CMTS.

Quant à la question de l'allocation de dépenses dont une partie est libre d'impôts, Jacques Jubinville soumet qu'il faut faire attention. «Ça peut sembler un avantage. Mais par contre, justement à cause de notre charge publique, on est sollicité pour plein de



Les trois plus hauts salariés chez les élus de Sherbrooke, Jean Perrault, Bernard Tanguay et Jacques Jubinville, estiment leur rémunération juste et équitable.

causes toutes aussi bonnes les unes que les autres, des achats de billets pour ci et par là», explique le conseiller.

Une perte nette

Quant au maire Jean Perrault, qui touche le maximum permis par la loi, il considère son salaire juste et raisonnable. Il rappelle que c'est à la fin des années 80, alors que Jean Paul Pelletier était maire, qu'un rattrapage salarial a été effectué. Et ce dans le but de s'approcher de salaire versé au plus haut salarié des employés municipaux, le directeur général.

«Et je trouve que c'est normal que le salaire du maire ressemble à celui du directeur général. Après tout, le maire est le premier employé municipal et c'est lui qui doit aller devant la popula-

tion pour répondre de la gestion de la Ville. Et là-dessus, je me sens très à l'aise car on a livré la marchandise, avec le gel des taxes pendant quatre ans, par exemple», a-t-il expliqué.

En outre, il fait remarquer que depuis 1992, en raison du gel constant du salaire des élus, c'est une perte nette par rapport à l'augmentation du coût de la vie. «Si je fais juste regarder entre 1995 et 1997, c'est une perte d'au moins deux pour cent. On n'a pas eu le rattrapage des employés municipaux», évoque-t-il.

Aussi, M. Perrault soumet que par rapport à ses prédécesseurs, il a mis fin à la pratique de la voiture payée au maire par la Ville. «Juste ça, ça représente une économie de 20 000 \$ par année», dit-il.



Les maires de Deauville, Lac-Mégantic, Ascot et Magog, Georges Emond, Jean Campeau, Robert Pouliot et Denis Lacasse.

Le salaire a augmenté mais la tâche aussi...

Sherbrooke (FG)

S'il est vrai qu'une augmentation de traitement salarial de 348,9 pour cent pour le maire de Magog peut paraître énorme à première vue, il faut aussi dire que la tâche s'est considérablement accrue depuis 15 ans.

C'est ce qu'on fait valoir du côté de la capitale de la MRC du Memphrémagog, rappelant qu'outre quelques ajustements en cours de route, la grosse majoration de près de 50 pour cent en février 1996 faisait suite à une restructuration majeure dans le fonctionnement à l'hôtel de ville.

Et le conseiller Marc Poulin, en poste depuis 1986, fait valoir que les choses ont considérablement changé à ce moment.

À SUIVRE LUNDI: Cookshire et Danville, même format mais traitement différent

«Je ne voudrais pas répondre à la place du maire mais il faut se rappeler qu'avant, c'était à peu près juste du social comme travail. Aujourd'hui, c'est du sept jours par semaine. En plus, depuis deux ans, le maire joue également le rôle d'un directeur général. C'est justement parce qu'on a aboli ce poste et que le conseil a pris plus de responsabilité et en fait plus que les salaires ont été ajustés en conséquence. Ces changements ont permis de sauver peut-être 300 000 \$ et même plus, alors ça compense largement pour l'augmentation de salaire du maire et des conseillers.»

Le maire Denis Lacasse n'a pu être joint; il était en vacances au cours de la dernière semaine.

Du côté de Lac-Mégantic, le maire Jean Campeau, élu à ce poste en novembre dernier, explique que c'est son prédécesseur, Jean-Guy Cloutier, qui avait décidé d'apporter une grosse augmentation. «Quand je suis arrivé au conseil au poste de conseiller, en 1989, c'était déjà fait», note-t-il, précisant qu'il juge «justifié et suffisant» le traitement de 18 612 \$ relié à sa fonction. Surtout qu'il s'agit pratiquement de temps plein dans son cas, puisqu'il est retraité.

Pas trop gourmand

À l'opposé, parmi les maires de municipalités où l'augmentation a été la moins forte, Georges Emond, de Deauville, se dit heureux de constater que cela est conforme à la hausse de l'indice du coût de la vie. «Disons que je ne passerai pas pour un gourmand dans une année électorale», commente-t-il.

Mais si, pour lui, le salaire n'est pas un élément à considérer, il reste que la tâche s'est sérieusement alourdie depuis les dernières années. «Il faut vraiment aimer ça parce que c'est très accaparant. Chose certaine, ça fait pas cher de l'heure», dit-il.

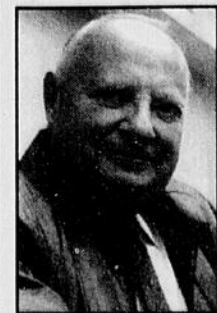
Quant à Robert Pouliot, d'Ascot, où l'augmentation est même inférieure à l'indice du coût de la vie, il n'explique pas cela par la perte importante de territoire et certains problèmes en moins, mais par cinq années de gel et même une réduction d'un pour cent de la masse salariale, comme pour les employés municipaux. Il considère que son traitement est «équitable et raisonnable», compte tenu de la tâche à abattre.

Fait à noter, la partition du territoire a entraîné l'abolition de deux postes de conseiller à Ascot, ce qui se traduit évidemment par des économies. Québec autorise la présence de seulement quatre conseillers jusqu'en 1999.

Municipalité	Salaire du maire (\$)		Hausse (en %)	Salaire des conseillers		Pop.
	1983	1998		1983	1998	
Asbestos	9000	17 940	99,3	3000	5949	6271
Ascot (1)	16 854	24 855	47,4	5618	8285	6756
Bromptonville	4500	11 961	165,8	1500	3987	3286
Coaticook	9000	15 000	66,6	3000	5000	6700
Cookshire	3033	9282	206	1011	3094	1532
Danville	2880	5151	78,8	960	1717	1796
Deauville	6678	10196	52,7	2226	3732	2599
Drummond	29 966	60 165	100,7	8988	17 355	44 882
East Angus	7632	15 966	109,2	2544	5322	3642
Fleurimont	16 854	40 217	138,7	5618	14 175	16 262
Lac-Mégantic	4500	18 612	313,6	1500	6204	5802
Lennoxville	6741	24 000	256	2247	8000	4968
Magog	9803	44 007	348,9	5000	14 669	14 050
Richmond	6000	12 000	100	2000	4000	3050
Rock Forest	19 080	39 506	107	6360	14 272	16 604
Scotstown	1800	5273	192,9	600	1757	660
Saint-Elie	4968	13 500	171,7	1656	4500	6148
Stanstead (2)		9360			3120	3112
Thetford M.	13 151	33 653	152,9	4383	11 218	17 635
Valcourt (V)	4800	9522	98,3	1600	3174	2349
Victoriaville	13 545	42 300	212,3	4515	14 100	38 174
Waterville (3)	2625	8450	221,9	875	2816	1885
Windsor	8400	16 758	99,5	2800	5586	4905
Sherbrooke	53 938	95 912	77,8	18 000	26 242	76 786

- 1 - Le territoire d'Ascot a été réduit considérablement à la suite du démembrement.
- 2 - Cette municipalité regroupe maintenant Beebe et Rock Island
- 3 - Le territoire a été agrandi par l'annexion d'une partie d'Ascot.

«Au début, je payais de ma poche!» - Julien Ducharme



Julien Ducharme a été maire de Fleurimont pendant près de 28 ans.

Sherbrooke (FG)

«C'est sûr qu'à 40 000 \$ par année, il faut que le gars soit efficace! Si c'est le cas, alors son salaire est justifié. Aujourd'hui, le maire qui s'acquitte bien de sa tâche n'a pas à avoir honte de son salaire même s'il y a eu une grosse augmentation depuis les dernières années... Moi, au début, je payais même de ma poche!»

Maire pendant près de 28 ans à Fleurimont (autrefois Ascot nord) et à la retraite politique depuis quatre ans, Julien Ducharme n'est pas d'accord

pour dire que malgré d'importantes augmentations de traitement des élus, il y a abus.

«À Fleurimont, c'est 138 pour cent d'augmentation. C'est sûr que sur le coup, ça paraît gros, exprime M. Ducharme. Mais c'est sûr aussi que le travail de maire en 1998 ne se compare pas à ce qu'il était en 1983: la fonction est bien plus prenante. Je ne voudrais pas parler pour les autres municipalités mais le maire qui s'acquitte bien de sa tâche et qui y met les efforts mérite amplement son salaire.»

Autres textes (A4)

À LOUER

ESPACE À BUREAU

AU 225, RUE KING OUEST
SHERBROOKE

(À l'étage au-dessus de Gilles Boisvert Meubles,
près du Palais de Justice)

De 2 760 pi carrés à 7 980 pi carrés

Possibilité de plus grand si nécessaire

Disponible vers septembre 1998

Grand stationnement de 125 places à l'arrière

Pour information :
(1 819) 563-4743

Gilles Boisvert
ou Alain ou Johanne Boisvert.

La paie est souvent bonifiée grâce à d'autres fonctions

François GOUGEON

Sherbrooke

En plus du traitement salarial versé par leur propre municipalité, les élus qui

assument d'autres responsabilités dans des organisations paramunicipales touchent généralement une rémunération additionnelle.

C'est le cas notamment de ceux qui siègent à la MRC de leur territoire. Le

salaire à cette instance varie d'une place à l'autre.

Par exemple, à la MRC de Memphrémagog, le préfet et le préfet suppléant ont droit à 5000 \$ chacun (salaire et allocation de dépenses compris) par année. On accorde également un jeton de présence pour chaque réunion (environ 12 par année) de 200 \$ pour le préfet et de 135 \$ pour les autres membres. Aussi, ceux qui siègent au sein de l'un des cinq comités permanents de cette MRC ont droit à une rémunération (quelques réunions par année), soit 100 \$ pour le président et 50 \$ pour les autres membres.

Globalement, pour toutes ces activités, l'enveloppe reliée au traitement des élus totalise 75 000 \$ par année et ce, à même un budget de 1,8 million \$.

Les salaires les plus faibles sont versés à la MRC de Sherbrooke qui, il est vrai, gère beaucoup moins de dossiers que les autres de l'Estrie: 2000 \$ pour le préfet et une prime de 120 \$ par membre par réunion.

Du côté de Sherbrooke

D'autre part, dans le cas de la Ville de Sherbrooke, diverses fonctions additionnelles méritent une paie accrue par rapport au salaire de base de conseiller.

Ainsi, Bernard Tanguay gagne 11 112 \$ de plus par année pour être vice-président du comité exécutif. Les conseillers Ser-

ge Paquin et Jean-François Rouleau disposent d'un montant de 9862 \$ comme membres de ce groupe.

Pour sa part, Jacques Jubinville reçoit 10 849 \$ de la CMTS pour présider cette corporation, alors que Laurier Cus-teau et Lise Drouin-Paquette ont droit chacun à 5489 \$ de plus que leur paie statutaire à titre de président et de présidente du comité consultatif d'urbanisme et du comité des services à la population.

LE SALAIRE DES ÉLUS

Le revenu du commun des mortels, lui, stagne

Sherbrooke (FG)

Pendant que les salaires des élus municipaux connaissent une augmentation par rapport à l'augmentation du coût de la vie, celui du commun des mortels stagne.

C'est ce qu'une analyse de données de Statistique Canada effectuée par le professeur Daniel Parent, de l'Université de Sherbrooke, démontre.

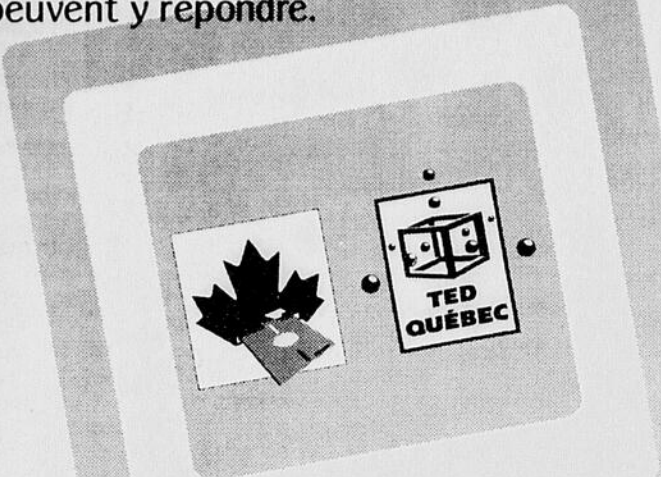
Ainsi, en 1994 (dernière année disponible), la rémunération moyenne globale pour un homme occupant un travail à temps plein était de 40 777 \$. Si on recule à 1983, cette moyenne était de 40 050 \$ (en dollars actualisés de 1994). La hausse réelle est quasi insignifiante. Dans le cas des femmes, cela est passé de 25 956 \$ à 28 423 \$, toujours en dollars de 1994. Là, malgré la grande différence avec les hommes, on peut parler d'un gain réel.

Mais dans le cas des autres salariés, dont ceux occupant un emploi à temps partiel, c'est une baisse nette.

Autrement dit, il ne fait aucun doute pour le professeur Parent que le revenu des citoyens n'a pas augmenté depuis 15 ans. «C'est reconnu que depuis 20 ans, le revenu disponible des gens stagne», a-t-il exprimé.

DES QUESTIONS SUR L'IMPÔT?

Nos conseillers fiscaux, disponibles à l'année, peuvent y répondre.



- Service confidentiel
- Préparation rapide et exacte à un prix raisonnable
- Service de transmission électronique

456, rue King Est
Sherbrooke

Tél.: 346-3985

C'est la solution... Téléc.: 346-3366

GARANTIE

Succursale Sears, Carrefour de l'Estrie, 563-9440

NOUVEAU NOUVEAU

Cours de Comptabilité Informatisée

☒ DYNACOM
☒ SIMPLE COMPTABLE

→ INSCRIVEZ-VOUS MAINTENANT!! ←

Alliance FormEstrie 359 King Est, Bureau 210 Sherbrooke
829-9119

Microsoft Certified Solution Provider

Windows, Excel, Word, Access, Lotus...

Formation pour entreprises

Bienvenue aux particuliers Office 97 Windows NT

FONDS DE RETRAITE ÉQUILIBRÉ INVESNAT PROTÉGÉ

**CAPITAL
100%
PROTÉGÉ***

**LE REER
QUI MONTE**

LE FONDS DE RETRAITE ÉQUILIBRÉ

INVESNAT PROTÉGÉ est un placement

REER qui ne cesse de croître en popularité.

Composé d'actions boursières et d'obligations,

il offre un bon équilibre entre sécurité et

rendement, et assure, à l'échéance ou au

décès, votre capital à 100 %.

Avant de cotiser cette année, renseignez-

vous sur le Fonds de retraite équilibré

InvesNat Protégé. Faites le 1 888 270-3941.

Ça ne coûte rien, mais ça pourrait vous

rapporter gros.

Le Centre de service InvesNat
1 888 270-3941

PLACEMENTS
BANQUE NATIONALE INC.

*Placements Banque Nationale inc., gérant et principal placeur des Fonds communs de placement InvesNat, est une filiale à part entière de la Banque Nationale du Canada. Le Fonds de retraite équilibré InvesNat Protégé bénéficie d'une garantie de remboursement disponible au décès et à la date d'échéance correspondant à 100% du capital investi. Cette garantie est disponible en autant que le porteur de parts détienne son investissement pour une période de 10 ans. Assurance-Vie Banque Nationale Compagnie d'assurance-vie

est le seul émetteur du contrat d'assurance garantissant le remboursement du capital. Des informations importantes sur le Fonds de retraite équilibré InvesNat Protégé figurent dans le prospectus simplifié qui est disponible dans toutes les succursales de la Banque Nationale du Canada ou du Trust Général du Canada (au Québec seulement). Il est important de le lire avant d'investir. Les rendements, les valeurs de placement et les valeurs liquidatives des parts de ce Fonds fluctuent.

N82287

8 \$ par année par citoyen à Scotstown, 1,25 \$ à Sherbrooke

Sherbrooke (FG)

Pendant qu'à Sherbrooke chaque citoyen paie 1,25 \$ par année pour le salaire de son maire, celui de Scotstown doit déboursier près de 8 \$!

C'est là une des nombreuses données qui peuvent être obtenues en s'amusant avec la calculatrice, c'est-à-dire en considérant le chiffre de la population par rapport au salaire du maire. On peut aussi calculer la rémunération de l'ensemble des élus et faire le même exercice.

Ainsi, seulement pour le poste de maire, voici quelques exemples: 6,06 \$ à Cookshire;

4,05 \$ à Valcourt;
3,68 \$ par citoyen à Ascot;
3,13 \$ à Magog;
2,86 \$ à Danville;
2,47 \$ à Fleurimont;
1,90 \$ à Thetford Mines;
1,34 \$ à Drummondville;
1,11 \$ à Victoriaville;

On voit bien qu'en général, plus la ville est peuplée et moins il en coûte aux citoyens pour payer leur maire. Est-ce là une autre façon de vendre les avantages des fusions municipales?

WAL-MART CORRECTIONS

Dans la circulaire Wal Mart en vigueur jusqu'au 8 mars 1998

Page 4 : Chemises à 17\$, certaines couleurs et grandeurs non disponibles.

Page 14 : Téléviseur magnétoscope 19 po à 399\$, nous aurions dû lire de marque Citizen.

Télécouleur 13 po à 178\$, nous aurions dû lire de marque Citizen.

Page 16 : Draps de bain à 16" et tissus à 7", les motifs illustrés peuvent varier d'une succursale à l'autre.

Page 20 : Serviette Prime Rose à 3\$, non disponibles.

Page 22 : paquet de 4 rubans à hockey à 3\$, non disponible

Page 23 : Mallette pour outils à 9\$, non disponible

Étagère de rangement Durashelf à 29\$, l'illustration n'est pas conforme à la marchandise en magasin.

Page 24 : Ensemble de rampe et chandelle à 39\$, non disponible

No.A, pistolet pulvérisateur à 34\$, l'illustration n'est pas conforme à la marchandise en magasin.

Page 31 : La photo illustrant les craquelins Ritz à séveur originale sont offerts en boîte de 450 g à 3\$, tous les autres types sont offerts en boîte de 250g à 2\$.

Encart :

Pages 2-3 : Vêtement de bambin à 21\$ et ensemble mode pour bébé à 17\$, non disponibles.

Page 4 : Pajamas à 11\$ ainsi que les dormeuses, les illustrations ne sont pas conformes à la marchandise en magasin.

Nos excuses à notre clientèle.

42097

LaTribune
à votre porte
tôt le matin
564-566
1-800-567-6955
(zone interurbaine)

Il trouve la mort en cure de désintoxication

Igoni Vincenzo était arrivé expressément d'Italie, il y a trois semaines, pour se soigner au centre Le Patriarche de Wotton

Daniel FORGUES

Wotton

Les responsables d'un centre de désintoxication de Wotton multipliaient les démarches, hier, pour tenter de conclure des arrangements et faire en sorte que la dépouille d'un de leurs pensionnaires tué dans un accident bêta, jeudi, soit retournée dans sa famille, en Italie, au cours des prochains jours.

Igoni Vincenzo, âgé de 26 ans, avait d'abord été hospitalisé à Asbestos en fin d'avant-midi, jeudi, quelques minutes après avoir été sérieusement blessé lors de la chute d'un arbre qu'il venait de couper avec un autre pensionnaire.

Comme son état n'a cessé de s'aggraver, l'homme a été transféré au site Fleurimont du Centre universitaire de santé de l'Estrie où il serait décédé une demi-heure après son arrivée en fin de journée jeudi.

Sa mort a causé tout un émoi au Centre Le Patriarche, un rapport de la SQ précisant que l'homme était demeuré conscient et qu'il parlait encore quelques minutes après l'accident; il serait mort d'une hémorragie interne.

Vincenzo était venu expressément d'Italie, il y a trois semaines, pour une cure de désintoxication au centre Le Patriarche située sur le chemin du rang 1 à Wotton.

Une porte-parole de l'établissement, Eliana Alvarez, explique que Le Patriarche est une organisation internationale possédant plusieurs centres à travers le monde, dont quelques-uns au Québec et au Canada.

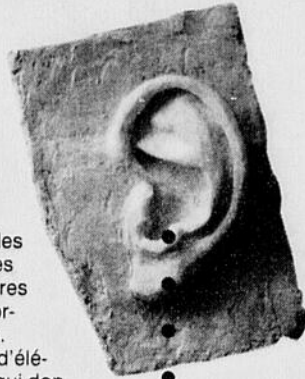
«Il arrive que des gens viennent de l'extérieur pour se faire soigner ici, mais nous traitons surtout des gens du pays», dit-elle.

Mme Alvarez explique que des activités intérieures sont prévues pour les pensionnaires et qu'il arrive régulièrement que ces derniers soient invités à participer aux tâches routinières d'entretien, comme le faisait, jeudi, Igoni Vincenzo.

«On est en état de choc depuis l'accident et on essaie actuellement de conclure les arrangements pour retourner le corps en Italie», dit-elle.

Hier, des policiers de la SQ se sont à nouveau rendus au centre de désintoxication pour compléter le rapport de cet accident. On ne savait pas, encore, si les parents de la victime viendraient de l'Italie pour chercher la dépouille.

Du mur du silence à la joie d'entendre



Des aides auditives miniatures et performantes. Autant d'éléments qui donneront un nouveau sens à votre vie.

Redécouvrez le plaisir de bien entendre

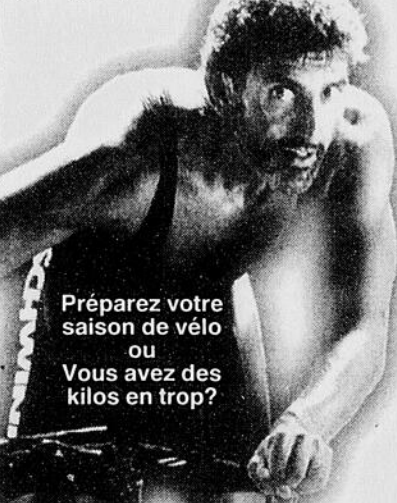
LE GROUPE **FORGET PARENT**
AUDIOPROTHÉSISTES
Aides auditives

31, rue Brooks, Sherbrooke

569-9781
1 800-OREILLE

Unique en Estrie
SPINNING

Aérobic sur Vélo stationnaire
Imagerie mentale



Préparez votre saison de vélo ou Vous avez des kilos en trop?

MAXI CLUB

Place Belvédère, 569-1625
STATIONNEMENT INTÉRIEUR

Dix mois de prison pour neuf vols dans des commerces de Magog

Sherbrooke (JL)

Un demandeur du statut de réfugié

ayant déjà bénéficié de deux peines avec sursis dans les Maritimes, Gheorghe Arcea, âgé de 30 ans, de Dartmouth, en Nouvelle-Écosse, a éclopé d'une peine de 10 mois de prison pour neuf vols dans des magasins de Magog.

Cette condamnation lui a été imposée hier par le juge Gabriel Lassonde de la Cour du Québec, à Sherbrooke.

Me Michel Dusault avait soumis qu'une telle peine et une mise à l'épreuve seraient suffisantes pour son client écroué depuis le 22 janvier.

Le procureur Suzanne Ricard a dit que le prévenu était le chef de l'organisation de ces délits.

Des complices

On se rappellera que Marcel Cercel-Millington, âgé de 27 ans, avait bénéficié jeudi d'une peine de six mois avec un sursis pour son implication dans cette affaire et qu'une femme est recherchée pour ne pas être revenue à la cour.

Arcea avait encouru en mai dernier des peines de neuf mois et d'un an avec sursis pour des recels d'une valeur de 25 000 \$ dans le premier cas et de 80 000 \$ à 100 000 \$ dans le second, d'après la poursuite.

Pour revenir aux vols commis à Magog, la police a reçu le 22 janvier des plaintes de commerçants et obtenu une description de suspects.

Les policiers ont peu après interpellé Arcea, Cercel-Millington et Daniela Perpelea.

La police a repéré dans un stationnement après la fermeture des magasins une voiture louée à Montréal à deux des suspects.

Elle a obtenu un mandat de perquisition qui lui a permis de découvrir dans le coffre pour 3500 \$ de marchandises volées. Certaines de ces marchandises portaient des étiquettes qui ont permis de retracer leurs pro-

priétaires dont certains ne savaient même pas qu'ils avaient été victimes d'un vol.

BINGO
POSSIBILITÉ DE 4 000\$ (avec bonis)
NOUVEAU!
LE GRAND TOUR 25 000\$
ET DÉFI 51 10 000\$
SALLE IMMACULÉE-CONCEPTION
1085, boul. Alexandre
SAMEDI SOIR À 19 h
DIMANCHE APRÈS-MIDI À 13 h
SALLE SAINTE-FAMILLE
610, rue Papineau
LUNDI SOIR À 19 h

Permis no 7175

41724

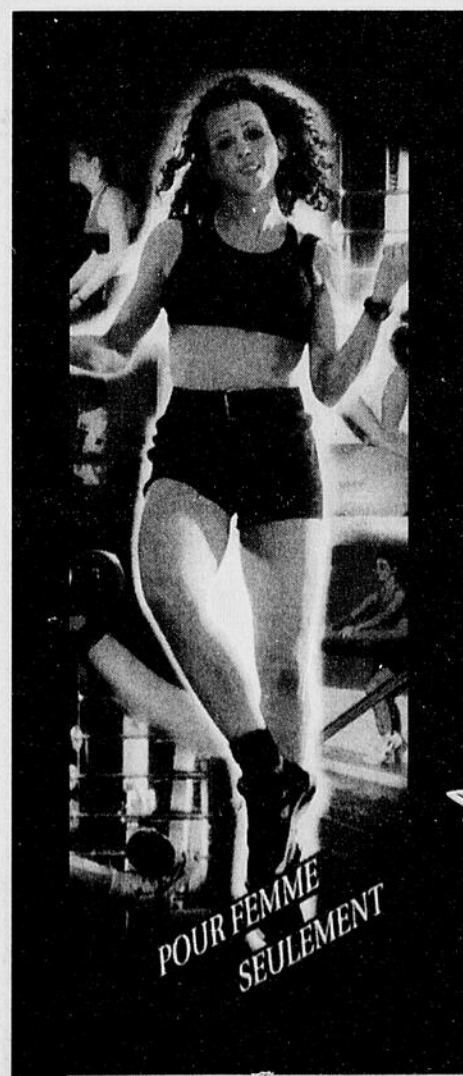
Besoin d'un guide d'impôt ou d'une déclaration de revenus fédérale?

Grâce à votre caisse Desjardins, la déclaration fédérale ainsi que le guide d'impôt y sont désormais disponibles.

Passez chercher les vôtres dès aujourd'hui.

Revenu Canada Revenu Canada

Canada



POUR FEMME SEULEMENT

Femme Estrie
CENTRE DE SANTÉ ET DE
CONDITIONNEMENT PHYSIQUE

2154, rue King Ouest, Sherbrooke. 822-2224

Mesdames,
vous avez entre
20 et 100 livres à perdre
Nous avons les solutions

PLAN D'AMAIGRISSEMENT SUPERVISÉ

«P.A.S.»

- Menus variés, équilibrés
- Exercices progressifs, exercices de raffermissement
- Supervision individuelle 3 fois/sem.
- Rencontre de motivation, encadrement

BRÛLE-CALORIES

Économique, énergisant, donnant d'excellents résultats

- Maigrir en s'amusant
- Exercices progressifs sans saut
- Dynamique de groupe, motivation à son maximum
- Menus variés et équilibrés

INSCRIPTIONS LIMITÉES

1er au 11 mars 1998

Séance d'information :
jeudi 5 mars, 19 h

Session de 8 semaines débutant
le dimanche 15 mars 1998

UN TOUT NOUVEAU LASER POUR LA CORRECTION CHIRURGICALE

100% VISION
CHIRURGIE LASER SURGERY

MYOPIE HYPERMETROPIE
ASTIGMATISME LASIK

SÉANCE D'INFORMATION
MERCREDI 4 MARS À 19 h
Au Centre 100% Vision
2727, rue King Ouest, bureau 100
Lisa Beaudoin, infirmière

Dr Guy Doyon
Ophtalmologiste

INFORMATIONS: (819) 346-2727 1 800 346-YEUX

Passez voir notre nouvelle collection printanière
COBRA JEANS

COBRA designer-manufacturier
COBRA designer-manufacturier

ESCOMPTE PRIVILÈGE 20 %
Sur la marchandise non réduite
VALIDE SEULEMENT CHEZ COBRA JEANS

TERRASSES 777, SHERBROOKE
2910, BOUL. PORTLAND, SHERBROOKE
1569, RUE DUNANT, SHERBROOKE
241, RUE SHERBROOKE, MAGOG
VALIDE JUSQU'AU 31 MARS 1998.

COBRA designer-manufacturier
COBRA designer-manufacturier

Avis de convocation
Assemblée générale annuelle

Promutuel Coaticook-Sherbrooke, société mutuelle d'assurance générale a le plaisir d'inviter ses membres-assurés à participer à leur assemblée générale annuelle qui se tiendra le :

mercredi 25 mars 1998 à 20 h
à la salle L'Épervier
80, rue Saint-Jacques Sud, Coaticook.

Au plaisir de vous y rencontrer!

René Larochelle
Secrétaire
28 février 1998

PROMUTUEL
Coaticook-Sherbrooke

Avis de convocation
Assemblée générale annuelle

Promutuel Val St-François, société mutuelle d'assurance générale a le plaisir d'inviter ses membres-assurés à participer à leur assemblée générale annuelle qui se tiendra le :

mercredi 18 mars 1998 à 19 h 30
à la Salle Bénévole
209, 8^e Avenue, Asbestos.

Au plaisir de vous y rencontrer!

Mise en candidature

Tout candidat qui désire soumettre sa candidature à un poste d'administrateur doit transmettre un formulaire de mise en candidature, dûment signé par trois (3) membres en règle de la Société, au secrétaire de cette dernière au plus tard dix (10) jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, soit le 4 mars 1998 à 17 h 30. Le formulaire de mise en candidature doit être rédigé selon l'exemple ci-dessous.

Exemple de mise en candidature

Nous, soussignés, tous membres en règle de Promutuel Val St-François, société mutuelle d'assurance générale et résidant ou ayant notre place d'affaires dans le territoire désigné de ce siège, proposons la candidature de :

M _____ comme administrateur de la Société au siège no _____

Poste à combler

Siège n° 3 _____ Guy De l'Étoile
Siège n° 5 _____ Léo Daigle

28 février 1998 _____ Jean Laroche
Secrétaire

PROMUTUEL
Val St-François

71, rue de l'Église, Windsor (Québec) J1S 2A5 (819) 845-7878 / 1 800 567-6018

Pas question de suspendre les cours pour aller manifester à Québec

Michel RONDEAU

Sherbrooke

Le Collège de Sherbrooke a refusé à ses trois syndicats et à l'association étudiante une suspension de cours et une libération de son personnel pour favoriser la participation des collégiens et du personnel à une grande manifestation contre les compressions budgétaires, le 11 mars, à Québec.

Les porte-parole des collégiens, des employés de soutien, des professionnels et des enseignants ont déclaré maintenir leur demande de suspension et de libération malgré tout et ils ont décidé de réévaluer au sein de leurs instances respectives les actions à prendre

pour exprimer leur désaccord à la ministre de l'Éducation en ce qui concerne l'hypothèse de nouvelles compressions de 82 millions \$ pour le réseau collégial.

Le président du Syndicat des professeurs, M. Martin Riou, déplore le refus des autorités du Collège de suspendre les cours et de libérer le personnel. Il n'y aurait pas eu de cours perdus pour les élèves, assure M. Riou. Les enseignants auraient pris des dispositions pour faire récupérer la matière aux élèves.

En ce qui concerne les actions qui seront prises pour manifester le mécontentement au Collège de Sherbrooke, M. Riou déclare: «Tout est possible, mais il faut revoir nos instances respectives pour en décider». Le président dit que même la participation à la manifestation du 11 mars reste sur la table.

Les syndicats et l'association étudiante vont faire en sorte d'adopter une position commune.

Les demandes des syndicats et de l'association étudiante sont de retirer les compressions de 82 millions \$ qui s'annoncent, de réinvestir dans le réseau collégial, en particulier dans l'aide financière aux étudiants, et d'abolir la taxe à l'échec.

Le refus de la direction du Collège concernant la suspension de cours et la libération du personnel repose sur le fait que la direction n'a pas le loisir de modifier le calendrier scolaire, a expliqué le directeur général, M. Jocelyn Vallée. «Il y a 400 cours, l'équivalent de 1000 heures d'enseignement, prévus le 11 mars. Les élèves sont en droit de se voir livrer toute la marchandise.»

Le directeur général du Collège de Sherbrooke, Jocelyn Vallée, et le président du Syndicat des professeurs, Martin Riou.



... mais la direction du Cégep appuie les revendications

Sherbrooke (MR)

Les autorités du Collège de Sherbrooke appuient les revendications de leurs élèves et de leur personnel en ce qui a trait au retrait du projet de nouvelles compressions dans le réseau collégial.

Le directeur général, M. Jocelyn Vallée, n'a pas voulu laisser planer l'ambiguïté, étant donné le refus qu'il a opposé à la demande de suspension de cours et de libération du personnel pour la manifestation du 11 mars à Québec. Cette décision ne signifie aucunement que les autorités collégiales désapprouvent la position des étudiants et du personnel.

«La direction générale, le conseil d'administration, les trois syndicats et l'association étudiante sont unanimes dans leur demande de retrait des nouvelles compressions», assure M. Vallée.

«Le conseil d'administration a fait sa manifestation en adoptant une résolution à l'effet de demander à la ministre de l'Éducation et au Premier ministre du Québec de faire cesser les coupures budgétaires envisagées pour le réseau collégial en 1998-1999. De nouvelles compressions auraient des effets désastreux sur les services directs aux élèves et mettraient en péril l'équilibre budgétaire.»

Le directeur général rappelle qu'au cours des cinq dernières années, le Collège de Sherbrooke a vu son budget de 10 millions \$ réduit à 8 millions \$ pour les personnels autres qu'enseignants et pour les dépenses autres que les salaires. La nouvelle compression l'amputerait de 2 millions \$ encore.

«Les départs massifs parmi le personnel autre qu'enseignant sont déjà faits. Ça suffit.»

«Ça suffit aussi pour les enseignants, qui ont mis une de leurs 26 payes sur la table cette année.»

«Ça suffit pour les étudiants. Que le gouvernement tienne compte du fait qu'un étudiant sur deux, chez nous, ne vit pas avec ses parents.»

Jocelyn Vallée demande au ministère de trouver des moyens de réinvestir dans le réseau, «non seulement pour que demain les citoyens soient plus instruits, mais aussi aptes à accéder au marché du travail».



POUR QUE LA VOLATILITÉ SOIT VOTRE PARTENAIRE

FONDS D'ACHATS PÉRIODIQUES DYNAMIQUE

Entièrement admissible aux REER.

« Dans un marché volatil, personne n'a encore trouvé de méthode de placement qui soit meilleure que les achats périodiques par sommes fixes. »

- Ned Goodman

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS : Demandez à votre conseiller financier • Appelez-nous au 1 800 268-8186 • Visitez notre site Web au <http://www.dynamic.ca>



DYNAMIQUE

VOTRE PARTENAIRE POUR UNE PERFORMANCE DYNAMIQUE



FIER COMMANDITAIRE DE L'ÉQUIPE NATIONALE CANADIENNE D'AVIRON

Le prospectus simplifié de chacun des fonds Dynamique renferme des renseignements importants. Procurez-vous-en un exemplaire en vous adressant à un représentant ou à Fonds d'investissement Dynamique et lisez-le attentivement avant d'investir. La valeur des parts et le rendement de ce fonds sont susceptibles de subir des fluctuations. Il en est de même pour les autres fonds Dynamique dans lesquels votre placement initial sera transféré. N82296

ÉRABLIÈRE DOYON INC

REPAS CANADIENS PARTIES DE SUCRE

OUVERTURE LE 8 MARS

Tous les vendredis, samedis et dimanches

ORCHESTRE

RÉSERVEZ TÔT

LE TOUT À VOLONTÉ LICENCE COMPLÈTE

MENU	
• Tiro	• Ornelettes
• Soupe aux pois	• Oreilles de crisse
• Fèves au lard	• Crêpes
• Pommes de terre rôties	• sirop d'érable
• Dessert : grands-pères	• Crudités
• Thé, café	• Salade de chou
• Jambon	

Adultes : sur semaine : 12\$ / fin de semaine : 13\$

Enfants : 3 à 8 ans : 6\$ / 9 à 12 ans : 8\$

Vers Sherbrooke Route 112 Ascot Corner

Tours de "Sleigh Rides"

Rue Du Domaine Ascot Corner Tél. : 346-0852 - 565-3177

Musique toutes les fins de semaine et en semaine sur demande



SE
SUPER ÉCRAN

La passion du cinéma

Le maire de Danville démissionne

François GOUGEON

Sherbrooke

C'est essentiellement dans le but de « reprendre en main » sa vie privée que Réjean Auclair a démissionné de son poste de maire de Danville.

«Après 10 ans et demi, j'estime avoir fait le tour et je considère avoir apporté une bonne contribution. Une décennie dans la vie d'un homme à servir les gens de façon honnête, je pense que c'est une bonne implication», a fait savoir M. Auclair.



Réjean Auclair

Celui qui s'était retrouvé à la tête de la ville en 1987 à la suite de la démission de tous les élus s'était d'abord donné comme mission de régler un problème qui empoisonnait la vie de ses commettants, soit la présence d'un club de motards. Une fois ce problème réglé, il a continué parce qu'il se sentait le goût de servir les siens. «Mais pas dans l'esprit d'un politicien, car je ne me suis jamais considéré comme un politicien», a-t-il précisé.

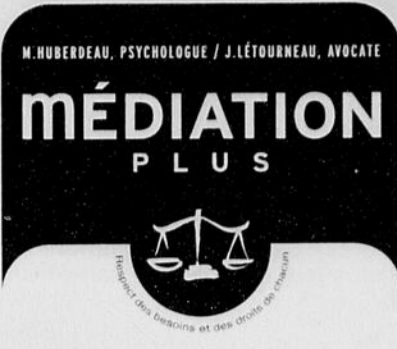
Mais aujourd'hui, il juge avoir accompli sa mission et dit partir à la tête haute. Sa réflexion mûrie depuis un bon moment, il pensait l'annoncer au début de janvier. «Mais avec la tempête de verglas et les grosses difficultés que les gens ont rencontrées, je ne pouvais le faire à ce moment-là», devait-il soumettre.

Son départ coïncide avec un nouveau défi professionnel: après 17 ans dans le milieu de l'enseignement primaire, il se retrouvera dorénavant dans l'équipe de direction du secondaire à la polyvalente d'Asbestos, pour la nouvelle commission scolaire de ce territoire.

M. Auclair a aussi tenu à remercier tant le personnel de la municipalité que les autres élus qui l'ont épaulé tout au cours de ses années à la mairie de Danville.



Michèle Huberdeau
Médiatrice accréditée



Jovette Létourneau
Médiatrice accréditée

125, rue Vimy Nord, Sherbrooke (Québec) J1J 3M6

QU'EST-CE QUE LA MÉDIATION?

La médiation est un processus informel, par lequel les personnes impliquées dans un conflit peuvent, à l'aide d'un médiateur, conclure une entente répondant à leurs véritables besoins.

Il est nécessaire que les personnes impliquées dans un conflit soient d'accord pour recourir à la médiation, car c'est avant tout une démarche volontaire.

La médiation permet à chacun d'exprimer son point de vue et d'explorer des solutions satisfaisantes pour résoudre le conflit. C'est une approche souple permettant de rétablir la communication et de préserver les relations interpersonnelles.

La médiation constitue une alternative intéressante pour les personnes qui préfèrent prendre la responsabilité de régler leurs problèmes elles-mêmes à l'amiable, plutôt que de laisser un juge ou un arbitre leur imposer une décision.

La médiation peut vous aider à régler une situation difficile. N'hésitez pas à téléphoner au (819) 571-2563 pour prendre rendez-vous. Nous vous donnerons, sans obligation de votre part, les informations nécessaires pour prendre une décision éclairée. Vous pouvez également rejoindre Michèle Huberdeau au (514) 297-2892 ou au 1 888 297-2892 et Jovette Létourneau, au (819) 846-2546.

Services à Sherbrooke, Magog et Waterloo

41872

CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ DE L'ESTRIE

CENTRE DE RECHERCHE CLINIQUE

RECHERCHE CLINIQUE EN CARDIOLOGIE

- Souffrez-vous d'hypertension artérielle?
- Souffrez-vous d'angine?

CE MESSAGE VOUS CONCERNE
Vous aimeriez bénéficier d'un suivi étroit?

Nous avons besoin de volontaires pour participer à des études sur l'hypertension artérielle et l'angine sous la responsabilité du Dr Serge Lepage, cardiologue.

Appelez-nous
du lundi au vendredi
entre 8 h 30 et 20 h 30
LINE DUFORT, INFIRMIÈRE
TEL : (819) 564-5402

41531

Voyez les nouveautés 1998

LE CACHE POT

Accessoires de salle de bains

- Rideaux de douche
 - Accessoires de comptoir
 - Pôles murales
 - Serviettes
 - Tapis
 - Porte-serviettes
- et plus



Le plus grand choix pour tous les prix!

les **Tourelles**

564-2965

3025, rue King Ouest, Sherbrooke

41978

Cybèle Place des Congrès
2655, rue King Ouest
Sherbrooke

VENTE DE FERMETURE

TOUT TOUT TOUT DOIT SORTIR

incluant :
meubles,
décoration,
équipement

DERNIÈRE CHANCE
FERMETURE DÉFINITIVE LE 4 MARS

MERCI À NOTRE CLIENTÈLE

40883

1 mois GRATUIT à Super Écran

Abonnez-vous pour 3 mois et le 4^e mois est gratuit!

Seulement 2,99\$ par semaine.*

Vidéotron (Sherbrooke), composez le

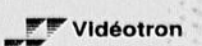
566-7711 / 1 800 815-4815

Concours La passion du cinéma

Vous pourriez gagner :

1 cinéma-maison d'une valeur de 5 000 \$.
1 des 9 téléviseurs Sony d'une valeur de 1 000 \$ chacun.

Tous les abonnés à Super Écran sont automatiquement inscrits aux tirages.



CONCOURS: Tirage des prix du 23 février au 6 mars 1998. Annonce des gagnants sur les ondes de Radio Énergie, Radio Rock Détente, Radio Média. Les gagnants autorisent Super Écran à utiliser leur nom, photographie, voix et/ou image à des fins publicitaires et ce, sans aucune forme de rémunération. La livraison des prix chez les abonnés gagnants s'effectuera au cours de la semaine du 9 mars 1998. Règlements disponibles en écrivant à Super Écran ou 2100, rue Ste-Catherine Ouest, bureau 800, Montréal H3H 2T3. Les gagnants devront répondre correctement à une question d'habileté mathématique.

*ABONNEMENT: L'offre 1 mois gratuit est valable jusqu'au 6 mars 1998 et est offerte aux non-abonnés dans les régions résidentielles câblées par Vidéotron. Super Écran est facturé à 11,99\$ par mois (équivalent à 2,99\$/sem.), pendant les 3 premiers mois et le 4^e mois sera gratuit. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre; elle est non remboursable et est conditionnelle à une approbation de crédit. Décodeur Videoway requis offert à 29,99\$ pour 12 mois (payable le premier mois). Toutes taxes en sus.

CONCOURS

VOYAGEZ ET GAGNEZ



La Tribune

40,000\$ EN PRIX

3 VOYAGES AU MAROC

Les abonnés de La Tribune auront l'opportunité de gagner un voyage au Maroc en janvier, février et mars.

Le voyage pour deux personnes durant une semaine à Agadir au Maroc comprend le transport entre Montréal et Agadir, les frais de séjour à l'hôtel et deux repas par jour.

Les tirages se tiendront dans le hall d'entrée de La Tribune à midi les vendredis
30 janvier,
27 février
27 mars

Ces voyages devront être effectués avant le 30 avril 1998 ou entre le 1er octobre 1998 et le 15 avril 1999. Ils ne sont pas échangeables.

Une automobile

Cavalier '98

EN AVRIL, les abonnés de La Tribune pourront gagner une automobile Cavalier 1998.

Le gagnant, qui devra être âgé de 18 ans et plus, aura le choix entre une Cavalier quatre portes et la Cavalier Z22. Elle pourra également opter pour une automobile à transmission automatique ou à cinq vitesses. La radio AM-FM et le lecteur de cassettes sont inclus. Les taxes sont incluses.

Ne sont pas incluses : l'immatriculation et les assurances. La Tribune ne peut être tenue responsable des dommages causés par l'utilisation du prix par le gagnant. Le prix n'est pas transférable, ni monnayable.

Le tirage de l'automobile se tiendra dans le hall d'entrée de La Tribune à midi le vendredi 24 avril.

CAVALIER 4 PORTES

DES PRIX À TOUS LES JOURS DURANT 4 MOIS !



CAVALIER Z22

- Des billets de spectacles
- Des laissez-passer de cinéma
- Des disques, des livres
- Des bons d'achats

REMPLISSEZ CE COUPON ET FAITES-LE PARVENIR À :

Voyagez et gagnez avec
La Tribune
 1950, rue Roy
 Sherbrooke (Québec)
 J1K 2X8

OU

Venez le déposer dans la boîte du concours dans le hall d'entrée de La Tribune.

COUPON DE PARTICIPATION

Concours Voyagez et gagnez avec La Tribune

Nom _____

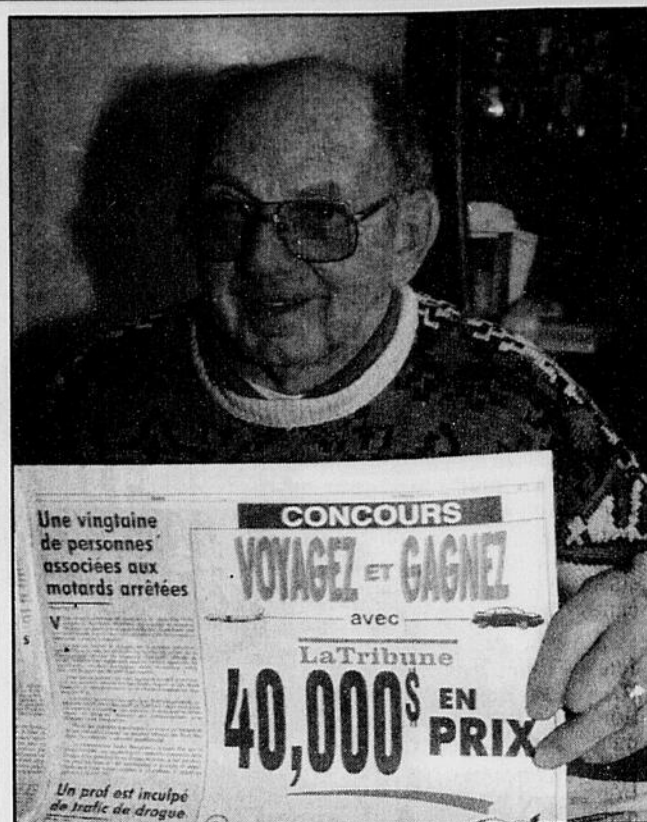
Adresse _____

Ville _____

Code Postal _____ TÉL.: _____

Question d'habileté : 4 X 20 - 50 = _____

Note : Les gagnants devront être abonnés à La Tribune. Les fac-similés ne sont pas acceptés. Les règlements du concours sont disponibles à La Tribune.

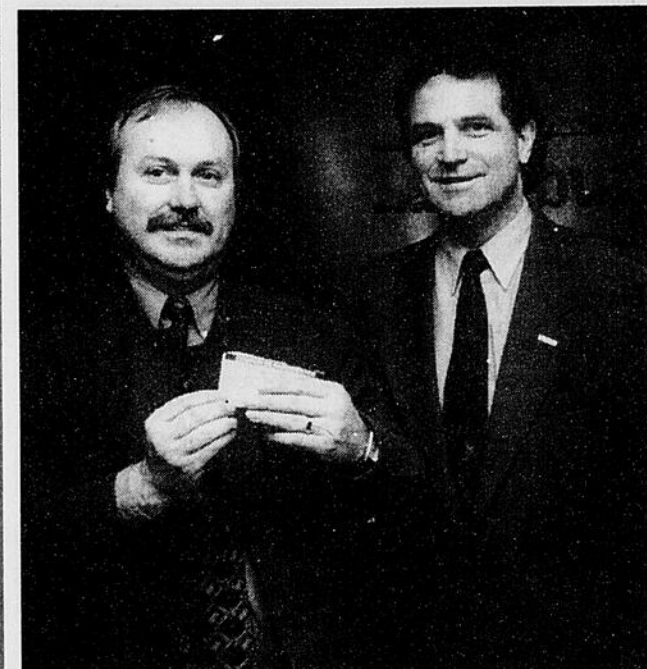


M. Marcel Rheault gagnant du 2e voyage au Maroc

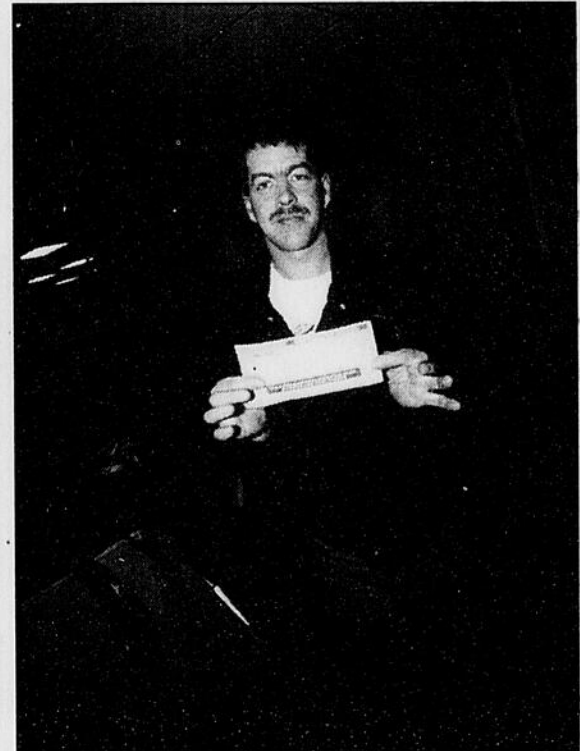
Gagnant du 2e voyage au Maroc offert par La Tribune, M. Marcel Rheault, de la rue de Portland à Sherbrooke, était heureux hier d'apprendre qu'il pourrait aller se reposer à Agadir. M. Rheault est abonné à La Tribune depuis près de 30 ans, "depuis que nous sommes arrivés à Sherbrooke en 1969" disait-il. Lorsqu'il a appris l'heureuse nouvelle, la surprise était trop grande pour savoir quand M. Rheault entend s'en prévaloir. Ce sont ses amis de la JOMAC cie Canada de Ayers Cliff qui se réjouissent pour leur ex-gérant de production aujourd'hui à la retraite.

Le tirage a eu lieu hier dans le hall d'entrée de La Tribune par M. Serge Audet en présence de M. Alain Le Clerc, adjoint au directeur de la publicité.

Le concours connaît un succès phénoménal. Tous les jours, La Tribune reçoit du courrier de façon étonnante.



NOS GAGNANTS



M. Luc Brodeur de Sherbrooke a effectué le tirage des coupons gagnants.

M. Normand Poulin de Sherbrooke gagne deux billets pour le spectacle de Martin Dubé au Vieux Clocher de Sherbrooke le 14 mars prochain.

Mme Cécile Guin de Drummondville gagne deux billets pour la pièce «C'était avant la guerre à l'Anse à gilles» présentée à la Salle Maurice-O'Bready le 31 mars prochain.

Félicitations!

Les gagnants doivent réclamer leurs prix en communiquant avec la réception de La Tribune au **564-5450.**

Il y a des gagnants à tous les jours SURVEILLEZ NOS PAGES

À la suite des pressions du RAPPEL

Québec étudiera l'aspect écologique de la sécurité nautique sur les lacs

Steve BERGERON

Sherbrooke

Les défenseurs de la sécurité et de la qualité de vie sur les plans d'eau et les rives du Québec ont gagné deux importants points cette semaine: le ministre des Affaires municipales Rémy Trudel va créer un comité consultatif sur la question et préparer une vaste campagne de sensibilisation.

C'est le cri de victoire que pousse Jean-Claude Thibault, président du RAPPEL (Regroupement des associations pour la protection de l'environnement des lacs et cours d'eau de l'Estrie et du Haut-bassin de la rivière Saint-François). Le groupe a rencontré le ministre cette semaine, qui, rapporte-t-il, a acquiescé à deux de leurs demandes.

«Le ministre a accepté de bouger dans un dossier réputé pour être immobile», résume M. Jean-Claude Thibault, qui se bat depuis des années pour que le gouvernement provincial passe à l'action.

D'ici deux semaines, un comité consultatif conjoint, formé de haut fonctionnaires du gouvernement et de représentants du RAPPEL, se chargera de trouver des moyens concrets pour gérer, de façon sécuritaire et écologique, les activités nautiques au Québec.

L'apparente léthargie de Québec avant cette semaine tient au fait qu'on avait toujours considéré que seul le fédéral était habilité pour légiférer. Mais les membres du RAPPEL ont présenté au ministre un dossier étoffé, démontrant qu'il pouvait régler en la matière.

Prendre la gouverne

Il appert que le fédéral a préséance quant aux règles de route de navigation, à l'enregistrement des bateaux et à leur équipement de sécurité. Pour le reste, il y a un vide juridique, et les provinces peuvent alors avoir juridiction.

«En ce qui concerne la nuisance par le bruit, la pollution et la sécurité, par exemple, le gouvernement du Québec a

SEMAINE DE RELÂCHE

Patinoires fermées

Sherbrooke - Le début de la semaine de relâche scolaire risque d'être éprouvant pour certaines familles, alors que toutes les patinoires extérieures de la Ville de Sherbrooke demeurent fermées en raison du temps doux qui persiste.

Même que les responsables ne prévoient pas être en mesure de rouvrir ces patinoires aux usagers avant le milieu de la semaine prochaine!

La population sera avisée dès que le retour du temps froid permettra aux préposés de remettre les patinoires en bon état et de les rendre accessibles.

Piscine Montcalm

Sherbrooke - Les parents qui pensaient envoyer leurs enfants à la piscine Montcalm aujourd'hui et demain devront trouver d'autres activités pour leur tout-petits.

La Ville de Sherbrooke fait savoir que la piscine doit être gardée fermée aujourd'hui et demain en raison de travaux de réparations nécessaires à un drain.

L'horaire habituel sera à nouveau en vigueur lundi.

Mont Bellevue

Sherbrooke - La semaine de relâche promet d'être fort occupée au Mont Bellevue!

On y a prévu une foule d'activités pour les jeunes, du 2 au 8 mars: journée CIMO, lundi; journée Pepsi, mardi; soirée de l'Ours polaire, vendredi; journée de la cabane à sucre, dimanche (le 8 mars) et cours de ski pour les 15 ans et moins les 2, 3 et 4 mars.

Le mont Bellevue est ouvert de 9h à 22h, du lundi au samedi, et, le dimanche, de 9h30 à 16h.

La glissoire du mont Bellevue est accessible gratuitement lorsque le temps le permet.

Pour plus d'informations: 565-8626.

Trapèze volant

Sherbrooke - L'école le Trapèze volant de l'Estrie de la palestres du Centre de l'activité physique (CAP) du Collège de Sherbrooke offre aujourd'hui un «4 à 7» pour ceux qui seraient tentés par l'expérience du trapèze. Pour plus de renseignements: 564-1512.

CONCEPT ÉLECTRONIQUE

Saviez-vous que nous effectuons la réparation pour plusieurs magasins en Estrie?

Nous réparons les vidéos, t.v., systèmes de son, micro-ondes, jeux vidéo, téléphones, répondeurs... nous réparons de tout!

Saviez-vous que 9 réparations sur 10 ne coûtent que 20¢?

ÉVITEZ LES INTERMÉDIAIRES. 563-8250 de 9 h à 19 h

Sur présentation de ce coupon, ne payez aucuns frais d'évaluation (que vous fassiez réparer ou non).

Délai: 3 jours Valide jusqu'au 13 mars 1998



Jean-Guy Dépôt



Jean-Claude Thibault

beaucoup plus de pouvoir qu'il pouvait le croire», mentionne Jean-Guy Dépôt, du Conseil régional de l'environnement de l'Estrie.

Pour appuyer leur argumentation, les membres du RAPPEL ont présenté deux jugements rendus en Colombie-Britannique en 1989. La cour d'appel de Vancouver avait accordé le droit de retirer les embarcations à moteur de certains lacs pour préserver la qualité de l'eau. Il n'y a eu aucune protestation du fédéral.

«Tant que le ministre n'était pas

conscient de ça, on ne pouvait rien faire. Il faut maintenant qu'il prenne la gouverne et émette un signal puissant, un peu comme on l'avait fait lorsqu'on a voulu répandre l'usage de la ceinture de sécurité», illustre Jean-Claude Thibault.

Justement, il est question qu'un fabricant majeur de motomarines soit approché pour participer financièrement à la campagne de sensibilisation. On n'en connaît pas l'échéancier.

Parmi ses revendications, le RAPPEL demande que l'on fixe des quotas d'embarcations à l'hectare, que l'on limite l'âge des utilisateurs de motomarine et qu'on force les autres à suivre une formation, que l'on fixe à 10 km/h la vitesse maximum des embarcations qui se tiennent à moins de 50 mètres de la rive.

«Le Québécois moyen est un cowboy sur l'eau, il ne connaît pas les règles de sécurité. En plus de la sécurité, plusieurs riverains ont leur qualité de vie gâchée par le bruit et la pollution», de conclure Jean-Claude Thibault.



CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ DE L'ESTRIE

CENTRE DE RECHERCHE CLINIQUE

SOUFFREZ-VOUS D'ATTAQUES DE PANIQUE?

L'équipe de recherche de la clinique d'anxiété du CUSE est en période de recrutement de personnes intéressées à participer à une étude clinique sur le trouble panique. Le but de cette étude est de vérifier si l'utilisation d'une thérapie cognitivo-comportementale auto-administrée à l'aide de cassettes, en association avec une médication dont l'efficacité est déjà reconnue, est aussi efficace que la médication utilisée seule.

Les symptômes principaux du trouble panique sont des attaques soudaines et répétitives d'angoisse accompagnées d'au moins quatre des symptômes suivants :

- difficulté à respirer, impression d'étouffer
- sensation de chaud ou de froid
- palpitations, douleurs à la poitrine
- nausées, douleurs au ventre, à l'estomac
- étourdissements, déséquilibre, vertige
- tremblements, tension extrême
- sentiment d'évanouissement, peur de perdre connaissance
- peur de perdre le contrôle, de devenir fou ou de mourir.

Si au cours du dernier mois, vous avez présenté au moins 6 attaques de panique, si vous ne souffrez pas de maladies graves nécessitant la prise de médication et que vous démontrez un intérêt à participer à cette étude, si il vous plaît communiquez avec Jacline Côte, infirmière de recherche, au 346-1110 poste 24551.

41558X

AUX PORTEFEUILLES PRÊTS POUR L'AVENTURE

(MAIS QUI VEULENT SE COUVRIR, TOUT DE MÊME)



Option gel de rendement offerte pour un terme de 7 ans.

Prolongation jusqu'au 31 mars 1998 pour contribuer à votre REER 1997.

Vous êtes tentés par la Bourse... et par la vie? Tirez profit des indices boursiers des plus grandes puissances économiques au monde, tout en ayant votre capital garanti à l'échéance. 100% admissible au REER. Toutes sortes de bons frissons en perspective, mais absolument aucun risque d'en prendre pour votre rhume.

Pour des conseils prévenants, bienvenue à la caisse.

Épargne à terme
à rendement boursier

Desjardins

www.desjardins.com

Desjardins

Opinions

EDITORIAL

L'invasion américaine au...Québec



Jean-Guy DUBUC

Le Québec se préoccupe de son identité culturelle française: il veut la protéger à tout prix. Au point même de refuser un mot de lointaine origine anglaise comme Stop pour le remplacer par un mot français qui n'a pas le même sens. Peu importe, du moment qu'il sonne plus français que l'autre! Et cela pour sauver la culture d'un peuple qui sent le besoin de se défendre contre l'envahisseur anglo-saxon toujours menaçant.

La protection du français face à l'anglais est devenu le cheval de bataille de tous ceux qui prétendent que la langue est le principal flambeau de la culture. C'est peut-être vrai. Mais sous au moins un rapport, on risque fort de se méprendre de façon assez grave. C'est-à-dire qu'on risque de s'en prendre au contenant plutôt qu'au contenu, de se battre contre l'image au lieu de faire face à la réalité. De cela, on vient d'avoir un bon exemple qu'il vaut la peine de regarder de près.

Savez-vous que 87% des films projetés par Télé-Métropole sont américains? Que 80% de ceux de Quatre-Saisons le sont également? Que ces proportions sont chaque année de plus en plus grandes? Que la télévision anglophone de Radio-Canada

(CBC) ne compte que 34% de sa programmation en films américains contre 24% de films britanniques et 23% de films canadiens, alors que Radio-Canada ne présente, en français, que 13% de films canadiens, ce qui est cependant beaucoup plus que Télé-Métropole et Quatre-Saisons réunis...?

Des chiffres très révélateurs qui ont récemment été publiés par l'Office des communications sociales. Qu'est-ce qu'ils nous révèlent? Sur tout une chose: que le Québec ouvre grandes ses portes à la culture américaine... pourvu qu'on nous l'offre en français. Ou, e a d'autres mots: ce n'est pas la culture étrangère que craignent les Québécois, mais simplement l'habit qu'elle porte!

Le phénomène n'est pas unique: les produits culturels américains remplissent les écrans de la planète, séduisent les Français autant que les Africains et un film comme *Titanic*, qui a coûté 280 millions de dollars canadiens, fait courir les foules du monde entier. Les Américains sont partout; normal qu'ils soient chez nous, leurs voisins d'en haut.

Oui, mais chez nous, on veut être plus pur qu'ailleurs. Au point d'avoir une réglementation linguistique, une loi et une police qui étonnent, c'est le moins qu'on puisse dire, quoique n'est pas québécois. Or, il va bien falloir admettre que ce n'est pas l'influence culturelle d'une société que l'on craint

mais plutôt la langue anglaise comme symbole de... ce que vous voulez!

Si c'était la culture française qu'on voulait défendre, on parlerait, sur nos ondes, nos scènes, comme dans la rue, une langue qui l'exprime et la respecte. Ce qui est loin d'être le cas, il faut bien l'admettre.

Et si c'était la relation avec nos souches qu'on voulait protéger, on n'offrirait pas constamment des produits américains, aux antipodes de la culture française, à ceux qui s'en disent les protecteurs. Ils se révolteraient; mais non, ils en redemandent!

Consolation, diriez-vous: la programmation filmique de Télé-Québec contenait, l'an dernier, 37% de films français et seulement 17% de films américains. Au moins, là, on respecte une certaine logique administrative. Mais regarder les cotes d'écoute de la télé d'État: elles signifient très clairement que la population rejette la culture française et lui préfère de beaucoup celle des Américains.

Faut-il s'en prendre aux chaînes commerciales? Ça ne donnerait rien. Parce que ce qu'elles offrent à leur public, c'est ce qu'il leur demande. C'est normal.

Mais que le public cesse de s'illusionner. Ce n'est pas le français ni sa culture qu'il veut protéger mais simplement ce qu'il est lui-même: un Américain qui n'aime pas l'anglais...

FIN DE MILLENAIRE

Sur un air suspect



Stéphane LAVALLÉE

«Qu'est-ce que tu penses que les policiers font avec le pot qu'y saisissent? Y'a de l'argent à faire avec ça, décrète le pompiste tout en faisant le plein. Pis les Caisses, qu'est-ce qu'y font avec notre argent? Pis les politiciens, tu penses pas qu'y se graissent pas? Quand la police vole de l'argent pour jouer au casino, on peut penser n'importe quoi.»

N'importe quoi, c'est justement à quoi je pense pendant que le gars se parle en faisant semblant de me parler.

Je pense à n'importe quoi dans le sens où le monde pense n'importe quoi. Dans le sens où tout le monde a l'air suspect aux yeux de tout l'autre monde. Et qu'on en jase sur le ton de madame qui pique une jasette en étendant sa brassée.

Manifestement, il y a crise de confiance.

Votre voisin de droite fait de l'argent? C'est louche. Celui de gauche n'en fait pas? C'est encore pire. Votre voisin d'en face fait des dons? Suspect. Celui d'en arrière compte ses sous? C'est aussi pire. Tout le monde est suspect.

Même le temps est louche. Le verglas et le Saguenay? À les entendre, c'est rien à côté de ce qui va nous arriver. Attention, d'en haut, Il nous regarde aller.

Avant, on cassait du sucre sur le dos des politiciens. Ils étaient notre exutoire et portaient tous les torts: croches, vicieux, rancuniers, vendus, achetés... Ils étaient dans une classe à part.

Aujourd'hui, les militaires et les militants, les policiers et les divorcés, les entrepreneurs et les chômeurs les ont rejoints. Tout le monde est égal, c'est-à-dire malhonnêtes et, forcément, mal intentionnés.

Évidemment, le peuple a tort. Les pommes pourries tombent au coeur d'un grand verger garni de fruits savoureux. Pas toujours mûrs mais pas rongés par les vers.

Regardez les banques: est-ce parce qu'elles empochent des milliards en profits qu'on peut déduire qu'elles exploitent les emprunteurs et ceux qui cherchent à devenir épargnants?

Disons que c'est un mauvais exemple.

Prenons alors les motards: est-ce parce qu'ils se bâtissent des forteresses, s'entretiennent et assassinent un jeune garçon qui joue sur le trottoir - par hasard dira l'enquête -, qu'on doit déduire qu'ils font dans le commerce illicite, voire illégal?

Je l'ai: prenons les avocats qui doivent les défendre. Est-ce qu'on serait autorisé à croire qu'ils puissent être de connivence?

Vous voyez bien, le monde fabule. On s'invente n'importe quoi pour se faire croire que pour nous, petits consommateurs parfois ratoureux, c'est pas pareil. Que nous sommes au-dessus de la mêlée. Et qui n'a jamais payé sa petite gardienne de 15 ans au noir?

Certainement, nous sommes tous coupables.

Surtout coupables de ne plus se fâcher, encore moins s'offusquer, lorsque *Jos blo* est pris la main dans la sac avec notre argent de contribuable. Coupables de ne plus s'élever quand *Ti-coune* nous ment en pleine face, qu'il le sait et que nous savons.

Tout le monde nous vole et nous ment? C'est normal...

La vérité, c'est qu'il y a une mer de gens bons et honnêtes qui surfent entre les creux de vagues. Bons et honnêtes mais pas naïfs. Ils savent qu'ils paient trop souvent pour les autres qui, même coincés, s'en sortent trop aisément.

En fait, le monde n'en veut pas à tout le monde mais cherche des bouc-émissaires pour un système qui trop souvent déraile. Comment garder confiance si on croise sur le trottoir celui qui, la semaine dernière, a été condamné à six mois de prison? Comment rester confiant si on l'argue sa paye au fisc et que l'autre, à côté, encaisse le cash sans déclarer?

Alors, le doute s'est installé. À propos de tout et de tous.

Et dans la tête des gens, il y a d'abord ceux qui font les lois et ceux qui doivent les faire appliquer. Pour résumer: les politiciens, les policiers et les juges. On aimerait croire qu'ils sont vaccinés contre les écarts de conduite, cela nous ferait espérer pour tous les autres.

Mais vous savez quoi? Des gens doutent: ils prétendent que les vaccins causent le cancer.

Mots d'enfants

La petite famille s'installe autour d'une fondue chinoise:
- Et puis, est-ce un beau repas de Saint-Valentin? demande maman au jeune garçon de 3 ans.
- Oui, parce que la viande est rouge!

(Des commentaires et suggestions, des mots d'enfants à soumettre? Écrivez-moi au journal ou par E-mail à: slavalle@latribune.qc.ca)

CHRÉTIEN: "LES BOURSES DU MILLENAIRE DONNENT AU FÉDÉRAL PLUS DE VISIBILITÉ!"



FENÊTRE SUR LE MONDE

Les deux traditions de la France



Jean-René CHOTARD
Collaboration spéciale

Traditions et pesantier

Il existe en France deux traditions: celle de la rébellion et celle de l'État protecteur. Dès la petite école, les Français apprennent la longue série de leurs révolutions. Qu'elles soient enseignées comme des tueries ou comme des épopées, elles laissent la conviction que la rue est une sorte de second parlement, sporadique, violent, bruyant mais légitime. Pour les chômeurs, cette fois, comme, auparavant, pour les camionneurs ou les cheminots, un vaste courant de sympathie ou d'empathie apparaît chez les citoyens. Dès lors, le gouvernement, quel qu'il soit, évoque l'image des tyrans que l'histoire a renversés pour que l'État soit au service des gens.

Ces deux traditions entretiennent l'idéal d'une république égalitaire. Lors des phases politiques tumultueuses, elles fusent en de multiples slogans. Il s'y trouve des traces d'anarchisme dénonçant tous les gens de pouvoir. Le socialisme libertaire y présente le droit en travail comme droit fondamental. Les échos du marxisme continuent d'y gronder contre les patrons et les exploités.

Car l'image de l'État protecteur et bienfaiteur est la seconde tradition des Français.

Cette forme d'État trouve son symbole dans la déesse républicaine dont la poitrine généreuse est capable de rassasier tous les besoins, de tous. Cette tradition confine au mythe et si l'État ne peut plus assumer sa mission, au bénéfice des chômeurs, par exemple, la responsabilité en incombe aux politiciens, en particulier les politiciens du moment.

Les politiciens

L'équipe de Lionel Jospin, comme l'équipe d'Alain Juppé auparavant, est constituée de personnalités, remarquables par leur compétence et leur sérieux. Le premier ministre Lionel Jospin est un homme ennuyeux, un peu, mais intègre. Il vient de la minorité protestante qui s'est signalée depuis longtemps par son honnêteté et son dévouement à la collectivité.

Comme chef du gouvernement, il a expliqué, de façon terne, mais franche et claire, ce que la situation, et les contraintes du budget, lui permettaient de faire ou de ne pas faire. Mais comme leader socialiste, il fait face à deux difficultés. D'abord son parti n'est pas homogène, et il a été élu beaucoup plus sur des promesses que sur un programme. Ensuite, les socialistes ne forment pas la majorité du parlement et il leur faut compter sur l'appui de deux autres partis: les écologistes et les communistes.

Les écologistes défendent avec une vigueur radicale beaucoup de dossiers. Or ils ont pris parti pour les exigences des chômeurs. Les communistes ont choisi de se faire un capital politique en appuyant toutes les revendications de la rue. Leur objectif est de rallier derrière eux les électeurs socialistes déçus. La situation reste donc typiquement nationale, au point d'oublier qu'il existe une conjoncture mondiale.

L'image d'une certaine rigidité française peut devenir caricature. Ainsi, les employés

de banque refusaient des modifications aux horaires parce qu'elles contredisaient leur convention acquise en 1937 (vous avez bien lu: 37). La tendance internationale est actuellement à la globalisation, c'est-à-dire une économie mondiale où la compétition est la règle. En Pologne, par exemple, les anciens communistes revenus au pouvoir durant un temps, ont poursuivi le programme de privatisation et de libéralisation dans l'économie.

L'opinion de l'extérieur

En France, les slogans des chômeurs et des syndicats peuvent varier mais ils reviennent toujours à renforcer le rôle de l'État. C'est l'État qui doit créer les emplois et c'est lui encore qui doit taxer les profits et contraindre les entreprises à engager plus de travailleurs. À l'exception peut-être de l'Allemagne, qui traverse une phase un peu semblable, le reste de l'économie mondiale suit une autre logique. Selon celle-ci, l'État doit réduire son rôle, baisser les impôts et laisser à l'entreprise privée le soin d'assurer le dynamisme économique qui crée les emplois.

Les opinions de l'extérieur sur la France, lorsqu'elles s'expriment, ne pèchent plus par excès de tendresse. Le *Herald Tribune*, commentant la revendication des chômeurs à une prime de fin d'année, reproduisit une opinion du *Washington Post*: «Ces demandes, écrivait-il, sont une parodie qui montre jusqu'où ce pays est engagé dans une mauvaise voie.»

Huit mois après son succès électoral, le parti socialiste est assez piteux. En Europe, la figure emblématique de l'innovation politique est celle de Tony Blair. En France, Lionel Jospin a maintenant une stature réduite. Après tous ces points perdus dans les sondages, il évoque un canard qui conserve assez de plumes pour voler mais qui risque le froid s'il vient au contact avec l'eau des réalités.

Benoit Descôteaux
Sherbrooke

ADMINISTRATION	RÉDACTION	PUBLICITÉ	TECHNOLOGIE	PRÉ-IMPRESSON & PRODUCTION	COMPTABILITÉ	TIRAGE						
Raymond Tardif Président et éditeur	René Morin Vice-président Finances et administration	Jacques Pronovost Rédacteur en chef	Stéphane Lavallée Directeur de l'information Pierre Dubois Adjoint à la rédaction	François Fouquet Directeur	Alain LeClerc Michel Poulin Adjoints au directeur	René Bélliveau Conseiller	André Roberge Directeur	Steeve Rancourt Michel Doyon Adjoints au directeur	André Corriveau Contrôleur	Julienne Poulin Gérante du crédit	André Custeau Directeur	Serge Nadreau Adjoint au directeur

L'ombre ou la lumière pour Carlos Gonzales

Jacques LEMOINE
Sherbrooke

Le juge Gabriel Lassonde de la Cour du Québec a pris en délibéré, hier, sa décision concernant la remise en liberté provisoire ou non de Carlos Monroy Gonzales, 22 ans, inculpé d'une tentative de meurtre à l'égard de Ramos Antillon.

La victime avait été atteinte de trois coups de couteau le 12 février en quittant l'appartement du prévenu à la suite d'une discussion au sujet d'une montre qu'elle désirait récupérer ou obtenir un appareil de téléphone en échange.

Le criminaliste Claude Robitaille a demandé l'élargissement de son client en soutenant que les chances d'un verdict de culpabilité sur une telle accusation sont minces.

Il a dit que Gonzales avait des attaches dans la région, ne constitue pas un danger pour la protection et la sécurité du public et que la population

raisonnablement informée de la présomption d'innocence et sachant qu'une personne ne doit pas être privée de sa liberté sans juste cause comprendrait qu'il obtienne un cautionnement.

Me Robitaille a souligné qu'un encadrement aussi astreignant soit-il serait suffisant pour son client qui doit recommencer à travailler.

Le procureur André Campagna ne voit dans cette affaire qu'une pizza toute garnie refroidie parce que Gonzales n'offre pas de garanties selon lui.

Il a retenu de la preuve qu'il trouve accablante que le prévenu est irritable et imprévisible.

Me Campagna pense que l'inculpé devrait rester à l'ombre pendant le reste des procédures.

Le tribunal prendra connaissance d'ici à mardi de la doctrine et de la jurisprudence lui ayant été soumises dans cette cause.

On se rappellera que M. Antillon avait quitté l'appartement de la rue Goyette pour se rendre sur la rue Dorval afin d'appeler un taxi pour trois blessures à un bras et une à l'abdomen.

SPÉCIAL INFORMATIQUE!

AVENTURE

ELECTRONIQUE

Les meilleurs prix garantis*

RIEN À PAYER

JUSQU'À UN AN†

AUCUN PAIEMENT ET AUCUN INTÉRÊT

COMPAQ modèle **Nouveau**

COMPAQ PRESARIO 2240

PUISSEANCE D'UN PROCESSEUR AMD-K6™ MMX™ ÉVOLUÉ À 200 MMX

BOUTON INTERNET ASSURANT UNE CONNEXION DIRECTE AVEC LE MONDE DU WEB

Processeur	Mémoire	Disque rigide	CD ROM	Modem
200 MHz	32 Mo	2,1 Go	20X	56K

MMX POUR VITESSE GRAPHIQUE-ANIMATION

UNE VALEUR SÛRE ASSORTIE D'UNE SOLIDE PERFORMANCE!

200 MHz

1199⁹⁹

Moniteur vendu séparément

COMPAQ modèle **Nouveau**

MICRO TOUR COMPAQ PRESARIO 4550

IOMEGA ZIP™ DE 100 Mo INTÉGRÉ!

Processeur	Mémoire	Disque rigide	CD ROM	Modem
233 MMX	48 Mo	4,0 Go	24X	56,6K

MMX POUR VITESSE GRAPHIQUE-ANIMATION

Processeur 233 MHz AMD-K6™ MMX™

1899⁹⁹

Moniteur vendu séparément

Apple Plus de 23 titres inclus

LECTEUR ZIP INTÉGRÉ

RABAIS 1000\$ (Rég. 359)

POWER MACINTOSH 6500/275

Processeur	Mémoire	Disque rigide	CD ROM	Fax/modem
PPC 275MHz	32 Mo	6 Go	24X	56K

Apple et le logo Apple sont des marques déposées de Apple Computer Inc. Macintosh PowerPC (6500/275) est une marque de commerce de Apple Computer Inc.

2599⁹⁹

Concessionnaire autorisé

Moniteur vendu séparément

EPSON 1440 DPI

IMPRIMANTE COULEUR STYLUS 600

COMPATIBLE MAC/WIN

LOGICIEL -Color Pack- INCLUS

- 1440 X 720 ppp avec la technologie jet d'encre MicroPiezo
- Jusqu'à 6 ppm en noir et 4 ppm en couleur
- Compatible Windows & Macintosh
- Logiciel -Color Pack- INCLUS
- Garantie limitée 2 ans

369⁹⁹

Canon MODÈLE MULTI-FONCTIONNEL

C3000H

- Imprimante de 720x360 ppp
- couleur: 2 pages/min.
- monochrome: 5 pages/min.
- Télécopieur de 14 400 Kbps sur papier ordinaire
- Télécopieur PC
- Scanner jusqu'à 400 ppp
- Copieur • Téléphone

549⁹⁹

RABAIS 150\$ (Rég. 59)

Aujourd'hui seulement

WINMODEM DE 56K INTERNE

LE PLUS RAPIDE POUR INTERNET!

- Connexion aux lignes standards
- Mise à jour facile par -SOFTWARE-
- Sélection automatique entre 22™ ou V.34/33.6 Kbps

Robitaille

Le modem a une capacité de 56 Kbps. Cependant, les règlements en vigueur limitent la vitesse de téléchargement à 53 Kbps.

U1301188

99⁹⁹*

*Après le rabais instantané et le rabais postal.

GoldStar modèle **Nouveau**

RABAIS 30\$ (Rég. 178)

SUPER RAPIDE!

32X

CD-ROM 32X DE GOLDSTAR

- CD-ROM 32x interne
- Interface à/ide & atapi
- Compatible Windows 95/3.1/NT 3.5/OS/2 warp

149⁹⁹

PRATIQUES, AMUSANTS, EN FRANÇAIS!

TOMB RAIDER 2 WIN 95 • CD-ROM 59⁹⁹	Andretti RACING WIN 95 • CD-ROM 69⁹⁹	EA SPORTS ANDRETTI RACING WIN 95 • CD-ROM 59⁹⁹	Ubi Soft SUB CULTURE WIN 95 • CD-ROM 59⁹⁹
THE JOHNSON'S PROJECT 1 LEGACY OF TIME WIN 95 • CD-ROM 59⁹⁹	LE IMPÔT PERSONNEL Le Planificateur 1997 simple, rapide et complet et exact... WIN 95 • CD-ROM 29⁹⁹	SoftKey IMPÔT PERSONNEL WIN 95 • CD-ROM 29⁹⁹	Intuit ImpôtRapide Le logiciel le plus simple de planification des déclarations des particuliers. WIN/MAC • CD-ROM 32⁹⁹

*Sur produits sélectionnés à prix régulier. S.A.C. Ne payez que les taxes. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Détails en magasin. Les photos peuvent différer des modèles en vente. Certains articles ne sont pas disponibles dans tous nos magasins. †Durant 30 jours suivant l'achat aux mêmes conditions dans la même région, chez un marchand autorisé qui a la marchandise en stock. Détails en magasin.

Sherbrooke SUPERMAGASIN

3280 boul. Portland (819) 346-6633



Imacom-Daguerra, Martin Blache

Donat Chabot, un élève du collège Champlain, de Lennoxville, est ici en compagnie de visiteurs de la Guyane anglaise avec lesquels un groupe de Champlain participe à un échange d'expertise, qui est aussi un échange culturel. Avec M. Chabot, on aperçoit Selina Abrams, une élève, Deoram Shimdas, professeur de physique, et Nichola Ramchurjee, tous trois de la Guyane anglaise.

Échange d'expertise avec la Guyane anglaise

Michel RONDEAU

Sherbrooke

Un groupe d'élèves et de professeurs du collège Champlain, de Lennoxville, participe présentement à un échange d'expertise, aussi un échange culturel, avec un groupe de jeunes et d'adultes d'une école technique de la Guyane anglaise.

Il s'agit d'un projet qui vise le développement durable, explique l'un des collégiens responsables de Champlain, Dave Bergeron.

En fait ce sont trois projets que le groupe mène simultanément. D'abord, explique le jeune homme, on familiarise les visiteurs guyanais aux carrières non traditionnelles pour les femmes, de manière qu'à son retour en Amérique du Sud, le groupe puisse à son tour sensibiliser son milieu pour permettre aux femmes d'exercer un métier hors du foyer.

Un autre projet place les participants en laboratoire. Outre les expériences qu'on y mène en physique, l'objectif de ce projet, explique Dave Bergeron, est d'aider le groupe de Guyane à monter un laboratoire de physique à son retour chez lui.

Le troisième projet consiste à familiariser les visiteurs avec l'utilisation, l'entretien et le montage d'un système informatique, là aussi pour leur permettre l'implantation d'un tel système en Guyane, raconte M. Bergeron.

Actuellement, ce sont six élèves et trois professeurs de la Guyane anglaise qui se trouvent au Collège Champlain pour une période de trois semaines. A mi-mai, un nombre similaire d'élèves et de professeurs de Champlain prendra la route de l'Amérique du Sud pour aller donner un coup de main à l'implantation des divers projets explorés au cours du séjour des Guyanais ici.

Réforme du système de la santé

Les aînés veulent être informés

Steve BERGERON

Sherbrooke

Les personnes âgées étant de grands utilisateurs des services de santé, la Coalition estrienne d'associations de personnes retraitées rencontrera dès ce matin des représentants de la Régie régionale de la santé, afin de faire le point sur la réforme.

«C'est la quatrième visite des gens de la Régie», indique le président de la Coalition, André Goulet, en précisant que le but de cette rencontre n'est pas de contester, mais d'être informés. «Pas seulement sur les services aux retraités, mais sur toute l'organisation des soins de santé en Estrie.»

«Nous avons des cas vécus par des aînés», concède M. Goulet. Il cite l'histoire d'un aîné qui a dû rester hospitalisé 24 jours, sans quoi il aurait perdu son tour pour pouvoir passer un examen

médical important. De même, une dame, au lieu d'attendre 36 mois pour une opération en ophtalmologie, a préféré se tourner vers le privé, payer 1600 \$ et être opérée dans la semaine suivante.

«Mais nous n'allons pas poser de questions sur des cas précis. Nous allons plutôt parler en général des listes d'attente, de la privatisation des soins, de la gestion des lits, du pouvoir de décision de la Régie, de ce qui va arriver aux hôpitaux comme l'Hôtel-Dieu ou ceux éloignés de Sherbrooke, comme Mégantic, Asbestos, Windsor...»

La Coalition a préparé toute une liste de questions, auxquelles tenteront de répondre MM. Pierre-Jacques Roy et Guy Lévesque. Elle compte une douzaine d'associations membres, ce qui représente plus de 7000 personnes.

La rencontre a lieu à partir de 9 h, au local de l'Association des retraités de la commission scolaire, 420, 15e Avenue Sud.

SHERBROOKE CLUB DE GOLF

Noces

Réceptions de Noël ou autres activités

Toit cathédrale - Vue sur la ville - Balcon extérieur sur le parcours de golf - Jusqu'à 400 personnes.

Réservation : Carole Fontaine **569-6534**

L'école Sainte-Famille désire garder les élèves déficients

**BIEN!
BRANCHÉ!**

CÂBLE 10

SHERBROOKE

CÂBLE 11

FLEURIMONT

BIEN BRANCHÉ!

À ne pas manquer cette semaine :

- L'arrivée d'Annie Perreault
- Entrevue avec Maryse Perreault
- Service de accompagnement des St-Éliegens
- L'usage du tabac dans les locaux de la ville de Sherbrooke
- Et plus encore.

ANIMÉE PAR : JULIE NORMAND

LUNDI 18 h 30

Rediffusion: MARDI 17 h 00 et MERCREDI 19 h 00

Pour communiquer avec nous composez le:

(819) 820-7830

Michel RONDEAU

Sherbrooke

Non seulement les parents et les intervenants de l'école Sainte-Famille désirent-ils dans une forte majorité garder chez eux la classe spéciale des enfants déficients moyens, mais ils sont prêts à accueillir la classe de l'école Beaulieu qui fréquente actuellement l'école LaRocque.

Tel est le témoignage de la commissaire Louise Roy, qui a assisté cette semaine à la réunion où les parents et les intervenants de l'école prenaient connaissance des orientations de la Commission scolaire en ce qui a trait à la fréquentation scolaire de ces enfants.

Le projet de la Commission scolaire est de regrouper tous les enfants avec déficience moyenne à l'école LaRocque: ceux de Beaulieu et ceux de Sainte-Famille.

«Je ne militerai pas contre une décision, déclare Mme Roy, mais en faveur de ce qui marche. Revenons à l'essentiel: le bien-être des enfants. L'école Sainte-Famille s'est ouverte à l'intégration depuis plus de dix ans. Ça fait partie de son projet éducatif. Elle y réussit bien. Elle a un vécu solide. Les intervenants disent qu'ils aiment les enfants et un parent a même déclaré qu'enlever ces enfants de l'école serait enle-

ver quelque chose à son enfant, car ça le grandit de vivre dans un milieu qui accepte la différence. C'est un enrichissement pour les enfants ordinaires de se retrouver avec des enfants... extraordinaires!»

Louise Roy juge qu'elle ne peut pas faire autrement qu'être d'accord avec la position de son milieu. «Les enfants ont droit à leur milieu comme les autres. Chacun a droit à sa place au soleil. Je trouve insensé de défaire un système qui a fait ses preuves. Et je trouve important de donner un maximum de stabilité à des enfants qui peuvent mettre deux ans avant d'approprier un nouvel environnement.»

Interrogée sur la vision actuelle du conseil des commissaires au sujet de la politique de la CSCS sur l'intégration, Mme Roy répond simplement: «Je me demande s'il n'y aurait pas lieu de revalider la volonté politique à ce sujet, puisque cette politique a été adoptée il y a cinq ans par l'ancien conseil des commissaires, où la majorité des commissaires actuels ne siégeaient pas.»

La position de la commissaire ne repose pas sur l'intérêt de se faire du capital politique en prévision des prochaines élections scolaires de juin, puisqu'elle a annoncé à son milieu l'automne dernier qu'après 12 ans au conseil, elle a l'intention de se retirer de la scène politique scolaire.

FAITS DIVERS

Un concessionnaire automobile victime de mauvais plaisantins

Sherbrooke (DF) - De mauvais plaisantins ont causé pour pas moins de 60 000 \$ de dommages à des voitures neuves chez le concessionnaire Beaucage du boulevard Bourque à Rock Forest.

La peinture d'au moins 32 véhicules a été égratignée dans la nuit de jeudi à vendredi sur le terrain du concessionnaire.

On estime les dommages à 2000 \$ par voiture.

Les gestes ont été posés entre minuit, jeudi soir, et 9h hier matin alors qu'on a découvert les conséquences de ces actes de vandalisme.

Gilles Comtois Électrique inc.



Entrepreneur électricien
Installations industrielles
Commerciales - Résidentielles

Gilles Comtois, président
Maître électricien

111, chemin Southière, R.R.4
Magog (Québec) J1X 5R9

Téléphone : (819) 868-1588
Télécopieur : (819) 868-1590
Pagette : (514) 360-7570

La concurrence? On l'attend à chaque tournant.



Les Sunfire coupé et GT: elles tiennent à la route, comme vous à votre argent.

Sunfire coupé

199\$
/mois*

Location de 36 mois

- Moteur 2,2 L de 115 chevaux
- Boîte manuelle à 5 rapports
- Freins ABS aux quatre roues
- Deux sacs gonflables
- Radio AM-FM stéréo
- Système antivol PASSLock
- Aileron arrière
- Transport & préparation inclus



Mêmes caractéristiques que le coupé, plus:

- Moteur Twin Cam de 150 chevaux
- Jantes en aluminium
- et pneus performance de 16 po
- Climatiseur
- Radiocassette AM-FM stéréo
- Volant ajustable
- Régulateur de vitesse
- Transport & préparation inclus

Sunfire GT

239\$
/mois*

Location de 36 mois

L'Association marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec



*Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1998 en stock. Photo à titre indicatif seulement. Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial (ou échange équivalent) de 1 825 \$. Transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité requis de: 300 \$. Première mensualité exigée à la

LA PASSION DE CONDUIRE

livraison. Sujet à l'approbation du crédit. Frais de 8 \$ du kilomètre après 60 000 km. *L'Assistance Routière et la Garantie GM TOTAL™ sont offertes sur tous les véhicules neufs GM 1998 pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. **Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères établis par le manufacturier. ***Banque TD et GM titulaires de licence des marques. ****Marque déposée de General Motors Corporation, Banque TD, usagé agréé. *****Marque de commerce de la Banque TD. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.